



T2137 - 362 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel. 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 362 JEUDI 12 JUN 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Editorial

Sous le prétexte d'améliorer la sécurité des Français, le Garde des Sceaux actuel, Alain Peyrefitte, a proposé au printemps un texte de loi, appelé pompeusement : « Sécurité et liberté ». Ce projet n'apparaît pas propice à l'instauration d'un climat favorable à la sécurité. Quant à la liberté, on n'en voit pas trace.

Le projet qui devait être discuté les 27, 28 et 29 mai, a été repoussé à une date non précisée. La Commission des Lois doit examiner auparavant plusieurs centaines d'amendements, déposés par les députés...

En effet, le ministre de la Justice a trouvé des opposants au sein de son propre parti, le RPR. Ainsi, Jacques Chirac a déclaré qu'il ne voterait pas la réforme du système pénitentiaire. Rassurons-nous, Jacques Chirac pense quand même que le pouvoir doit avoir « une volonté politique affirmée » concernant la sécurité. Simone Veil, les bâtonniers d'Ile de France, le président de la Commission de révision du Code pénal, la totalité des organisations de magistrats et d'avocats, les partis de gauche, les syndicats (CGT, CFTD, FEN, FASP, SAF, SM), ont tous opposé leur veto.

Examinons-le dans le détail :

- Jusqu'à présent, les fonctions de juge et d'accusateur, en France du moins, devaient demeurer distinctes. L'instruction était confiée à un juge, chargé de mener son enquête. Or, le Procureur de la République pourra, si la loi est votée, accomplir lui-même les enquêtes sur la personnalité de l'inculpé, procéder à des perquisitions, entendre des témoins.

- L'instruction de l'affaire ne sera plus réservée à un juge indépendant du Parquet.

- La détention provisoire qui doit, en théorie, demeurer exceptionnelle, sera étendue et élargie. De plus, dans certains cas, il n'est plus nécessaire de donner un motif de détention.

- La procédure dite « de flagrant délit » est non pas supprimée, mais conservée sous le nom de « saisine directe » et étendue à tous les délits de droit commun, même non flagrants.

- Le projet accroît les prérogatives de l'accusation (ministère public) et réduit celles de la défense (limitation de l'instruction, extension des procédures de saisine directe, entraves à l'exercice des voies de recours).

- Les magistrats et jurys verront leur liberté de décision réduite, de par les restrictions accordées aux circonstances atténuantes et aux possibilités de sursis au profit d'une uniformisation des peines (pratique rappelant celle du gouvernement de Vichy).

- Certains inculpés en matière criminelle se verront refuser la garantie d'une double juridiction d'instruction dont d'autres bénéficieront. Les prévenus ne seront passibles que de la moitié de la peine encourue et les condamnés pourront obtenir une libération conditionnelle anticipée si leurs ressources leur permettent d'indemniser les victimes. D'autres ne pourront le faire, faute d'argent.

Ainsi, ce projet tend à accroître les pouvoirs des procureurs généraux (sous l'autorité directe du ministre de la Justice), et à réduire ceux des juges (qu'ils soient d'application des peines, du siège ou de l'instruction). La lecture de ce projet a donc de quoi faire réfléchir. Après la mise en place d'un espace judiciaire européen, du principe de l'extradition politique, des quartiers de haute surveillance, nous assistons à la tentative du pouvoir de mettre sa poigne sur des juges trouvés « trop laxistes ». On leur enlève donc une partie de leurs prérogatives, dont une part importante reviendra aux procureurs généraux, directement aux ordres du ministre. Certaines des mesures prévues rappellent même celles qui furent prises sous le gouvernement de Vichy.

Le temps est donc bien fini où l'on parlait de prévention de la délinquance, de reclassement des anciens détenus, même si ce langage était irrecevable dans la société actuelle. Bien fini aussi le temps où le juge Pascal faisait frémir les bourgeois à Bruy-en-Artois, et où un autre juge faisait emprisonner les proxénètes sadiques et leur petit copain jésuite, récemment et en France encore.

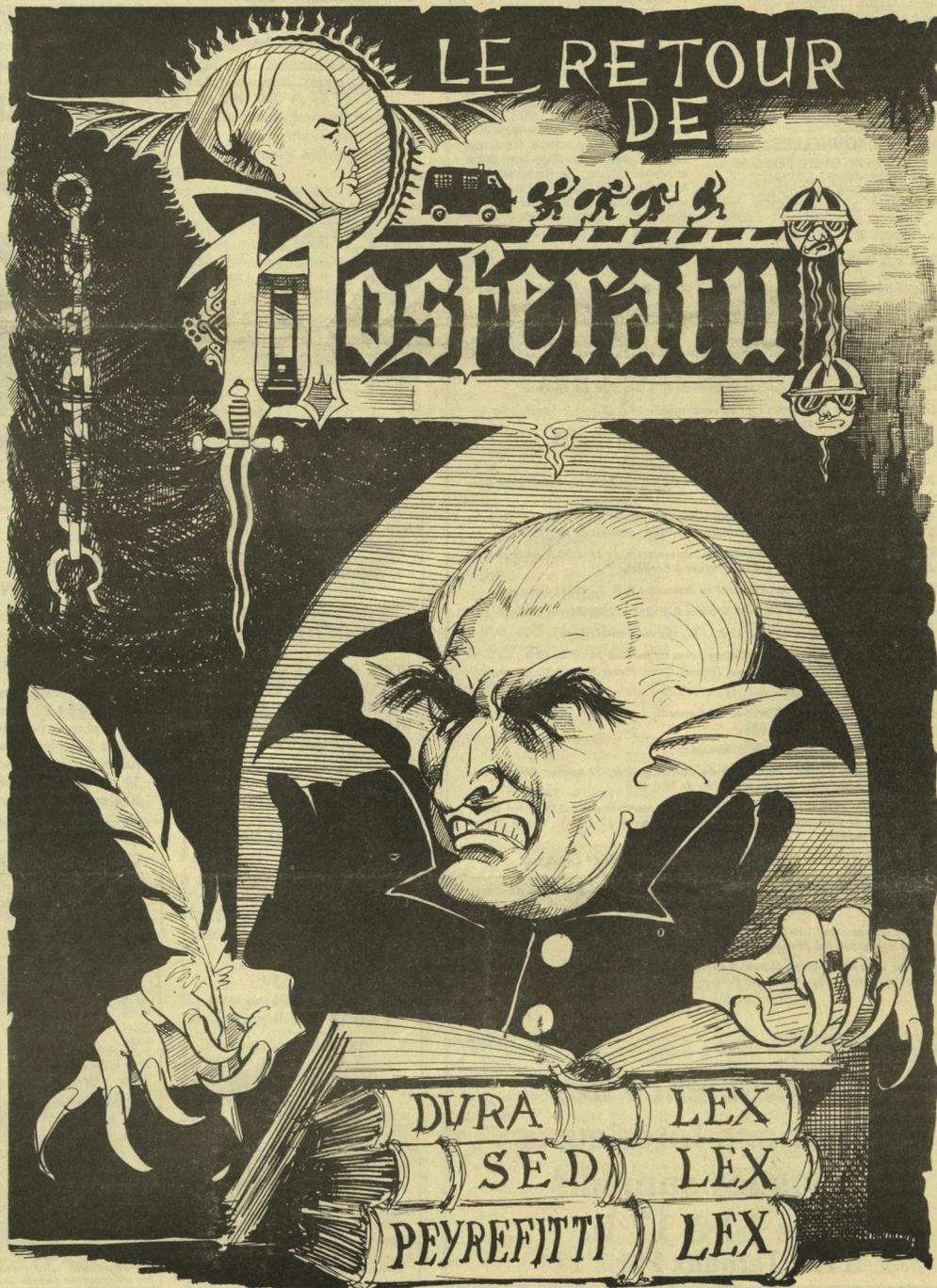
Il faut de l'ordre dans la Justice. A tout prix, et même si de temps en temps des mutineries risquent d'éclater ainsi qu'aux USA (Attica, etc.).

Certes, le projet de loi « Sécurité et liberté » a toutes les chances d'être refusé à l'Assemblée nationale sous sa forme actuelle et peut-être même sur le fond. Mais ce qui est inquiétant, est justement constitué par les tentatives d'un pouvoir qui se sent fort et qui veut à tout prix imposer sa normalisation, profitant ainsi d'un attentisme populaire certain.

Il ne s'agit, bien entendu, pas pour nous de défendre une justice qui, même sous sa forme actuelle, est une justice de classe ! Mais il nous paraît important de combattre un pouvoir toujours plus vorace et de le faire encore reculer lorsqu'il tend à une omniprésence totalitaire.

Projet Peyrefitte

LE TERRORISME DU POUVOIR



FOP 2320

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

ALLIER : MOULINS
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : ST. ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MORBIHAN : LORIENT
 NORD : LILLE-VALENCIENNES
 OISE : CREIL
 ORNE : LA FERTÉ-MACÉ - FLERS
 PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 - BIARRITZ
 HT-RHIN : MULHOUSE
 RHONE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
 SOMME : AMIENS
 VAR : REGION TOULONNAISE
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
 HTE-VIENNE : LIMOGES
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.
 BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - CORBEIL-ESSONNES
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - MASSY
 - VILLEJUIF
 - MONTRouGE

BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUBIN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS

Aubenas, Laval, Metz, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardenes, Soissons, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Cannes, Laon, Orléans, Cherbourg, Parthenay, Le Vigon, St. Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St. Brieu, Bas-Rhin, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche-sur-Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Anizy-le-Château, Le Mans, Hyères, La Seyne-sur-Mer, Parthenay.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES
 - DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h, au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h, et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe de Montreuil-Rosny : les 1° et 3° mercredis du mois de 19 à 20 h 30 au Centre Jean-Lurçat, place du Marché de la Croix-de-Chavaux, salle du GREER

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h. 3 rue Ternaux Paris 11°

COMMUNIQUÉS

Le groupe Berneri appelle ses futurs sympathisants, intéressés par un renouveau de la présence libertaire sur le 10° arrondissement, à le contacter soit lors de la vente du M.L. qu'il assure tous les mercredis soir Gare de l'Est, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Un groupe est en formation sur Villeneuve d'Ascq, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe est en formation sur Le Puy, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe est en formation sur Nanterre-La Défense, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe est en formation dans l'Aisne autour de la liaison Anizy-le-Château, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Un groupe se forme dans le 11° arrondissement de Paris. Les personnes intéressées par sa création peuvent le contacter en écrivant aux Relations Intérieures.

SOMMAIRE

PAGE 1 Editorial
 PAGE 2 Activités F.A.
 PAGE 3 En bref
 En modulant les esprits
 Les fafs ont encore frappé
 Plogoff, lutte pour la vie
 Amis lecteurs
 PAGE 4 Louise Michel
 Collusion bureaucratique
 PAGE 5 Expérimentation animale
 Sécurité sociale
 PAGE 6 Informations internationales
 PAGE 7 Spectacles
 Billet de J.P. Sévres
 Notes de lecture
 Bande dessinée
 PAGE 8 Guerre économique...

Le groupe Eugène Varlin vient de faire paraître le n°1 de la Revue de la Presse anarchiste internationale. 34 p.

En vente à Publico : 6 F

Informations

VOUS POUVEZ NOUS ECRIRE POUR NOUS DEMANDER NOTRE DERNIER CATALOGUE DES OUVRAGES EN VENTE A PUBLICO.

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de la publication Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 56 636
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Érmitage, Paris 20°
 Dépôt légal 44 149 1° trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe Région toulonnaise organise une Fête Libertaire LE SAMEDI 14 JUIN DE 15h à... au Domaine des Francas à Ollioules

avec Trompettes et Bourguignon Urban-Blues, Aude Azime (théâtre), Colin-Maillard Conradkilian, CallXit Meille, et... Stands, expos, bouffe, buvette
 Bons de soutien : 12 F disponibles à la librairie ALINEA-rue Félix Pyat à Toulon

Le groupe Les Temps Nouveaux organise en son local 17 rue Charles Gros à Troyes (1° porte à gauche) une réunion-débat à 20 h 30 L'après-titisme MARDI 17 JUIN

Le groupe de Ris-Orangis vient d'éditer une affiche antimilitariste de soutien aux déserteurs, insoumis et objecteurs en lutte 2,00 F l'unité 0,60 F l'unité au-dessus de 10 ex. PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS DE 10 EX.

Les samedi 14 (à partir de 14 h) et dimanche 15 juin, au Parc du Château de Montières (Amiens).

FÊTE ANARCHISTE organisée par le groupe anarchiste d'Amiens (F.A.).

Au programme : Samedi 14, festival rock avec Eton' élite, TNT, Beens, Mérou, Maya, Ecoute Maman, Corbeau Mort et Jacques aux lanternes...

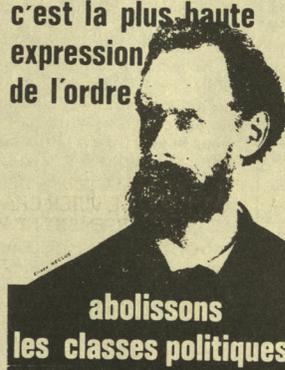
Dimanche 15, F. Weill, J.F. Hoël et les Bébert va bien, E. Magnan, J.M. Le Bihan, G. Pica, M. Monsigny et le Café de la Paix, P. Boulfroy et D. Moisan, P. Chouraki, Debuire - Carmier et Georges.

Théâtre : Macadam Trottoir et Alternative Bastringle.

Débats : Les pays de l'Est avec le groupe Commune de Kronstadt de la F.A., l'anarchisme avec Maurice Joyeux.

Et bouffe, boissons, stands d'information. VENEZ NOMBREUX. Amenez vos instruments.

L'ANARCHIE Affiche éditée par le groupe le 19 juillet



abolissons les classes politiques

FEDERATION ANARCHISTE - 3 rue Ternaux Paris 11

0,25 F l'unité
 2 F au-dessous de 10 exemplaires
 PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS de 10 EXEMPLAIRES

Vient de paraître

VOLONTÉ ANARCHISTE N° 10-11
 Proudhon et l'autogestion de Jean Bancal

EN VENTE A PUBLICO : 20 F (numéro double)

Vous pouvez également vous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros : 80 F ; soutien : 120 F.
 Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir le ou les numéros déjà parus.
 Adresse pour les abonnements : groupe Fresnes-Antony 34 rue de Fresnes 92160 Antony.
 Réglez votre abonnement à CCP A.S.H. 2160042 C Paris.

ANTICLERICALISME

Un tract anti-clérical est disponible à Publico

100 EXEMPLAIRES : 5 F.

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publico 11289.15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
France		
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	150 F
12 mois	180 F	280 F

Tarif Etranger: BFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

BULETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en b

L'assemblée... (Aisne) a... syndicale... négociation... Action et... pour obtenir... commission... pressions... rendant les... dialogue, le... durcissement... Le film Am... film de tém... dites « hane... dénonçant... exclus dan... « spécialis... 14 juin à 15... du 11 Novem... de-Seine).

La prochain... de Reully, l... lieu le 13 ju... Séance plus... aux déserteu...

Jeudi 12 juin... distributive... des Fossés-S... une réunion... rappel histor... du mouve... J. Duboin ; a... stratégie glo... d'éviter les r... théorique et... erreurs dans... le terrain.

Les 14 et 15... Courneuve, p... PSU, la F.A... et organisera... après-midi (1... thème : attit... face aux J.O.

En n... les

Mercredi 4... différents lo... radios libres :... radio Lorraine... cy), radio Pir... 102, radio M... Paris 80.

Alors que l... réent, dans c... violence : ass... de la CGT et... gènes à l'inté... plusieurs dizai... quant une part... coup plus tran... les locaux de... du Chevalier d... et emportèrent... partie du maté... rence celui des... Barboy (Mont... Le lendemai... lice perquisition... Pascal Thierry qu... inculpés pour... d'Etat et passero... d'Etat (7), le 23 ju... bre correctionne... ils espèrent vo... ce jour-là pour l... le plaisir de con... la politique de... card : d'un côté... menée, sans tr... long terme, ris... tion, lundi 2 juin... une « radio jeun... en FM sur 99,7... me une autre d... que les radios lib... Radio 7 devra... stéréo très pro... d'écoute est bon... que oui - d'ou... de moyens techn... récupérer toute... risquent de faire... prochaines électio... un camp ou dan... moins en moins... en plus), et Giscar... plus. De l'autre... méthode qui a... fois ses preuves... lence, celle des f... gles, le matraqua... voila », la répress... d'un pouvoir gisc... où débute la car... démontre qu'il n'... napoléon d'Etat par... tiennement, so... concurrenté. Cor... moindre résistanc... la moindre velléité... meux consensus...

Joël S

en bref...en bref

L'assemblée générale des travailleurs de l'IME-CAT à Coyolles (Aisne) a demandé, avec la section syndicale CFTD, l'ouverture de négociations avec l'association « Action et Technique » (loi 1901), pour obtenir la création d'une commission paritaire au sein de l'établissement, afin que cessent les pressions et actes de tous ordres rendant les conditions de travail intolérables. Par son refus du dialogue, la direction désire le durcissement du conflit en cours.

Le film *Ames charitables s'abstenir*, film de témoignages de personnes dites « handicapées » et autres dénonçant leurs conditions de vie, exclues dans des endroits « spécialisés », passera le samedi 14 juin à 15 h au théâtre 71, 3 place du 11 Novembre à Malakoff (Hauts-de-Seine).

La prochaine réunion du TPFA de Reuilly, rue de Reuilly, aura lieu le 13 juin vers 13 h 30. Séance plus spécialement consacrée aux déserteurs.

Jeu 12 juin à 20 h 30, Autogestion distributive organisée, 10-12 rue des Fossés-St-Jacques à Paris, une réunion avec au programme : rappel historique de l'évolution du mouvement distributiste par J. Duboin ; essai d'approche d'une stratégie globale permettant d'éviter les redites, rabâchage théorique et la répétition des erreurs dans les actions sur le terrain.

Les 14 et 15 juin, au Parc de la Courneuve, pendant la fête du PSU, la F.A. tiendra un stand et organisera un débat le samedi après-midi (14 juin) sur le thème : attitude des révolutionnaires face aux J.O. de Moscou, vers 15 h.

En modulant les esprits

Mercredi 4 juin, les flics ont envahi différents locaux, d'où émettaient des radios libres : Radio Quinquin (CGT-Lille), radio Lorraine Cœur d'Acier (CGT-Nancy), radio Piranhas (Montbéliard), radio 102, radio Manivelle (Reims) et radio Paris 80.

Alors que les forces de l'ordre opèrent, dans certains cas, avec une rare violence : assaut des locaux syndicaux de la CGT et grenadage de lacrymogènes à l'intérieur de ceux-ci, arrêtant plusieurs dizaines de militants et confisquant une partie du matériel, c'est beaucoup plus tranquillement qu'ils investissent les locaux de radio Paris 80 au 163 rue du Chevaleret dans le 13^e arrondissement, et emportèrent également une bonne partie du matériel qui était en l'occurrence celui des travailleurs en lutte de Barboy (Montreuil).

Le lendemain 5 juin à 6 h 30, la police perquisitionna chez Sylvain Ricci et Pascal Thierry qui, relâchés ensuite, seront inculpés pour infraction au monopole d'Etat et passeront tous deux en flagrant délit (?), le 23 juin à 13 h 30 à la 17^e Chambre correctionnelle du Palais de Justice. Ils espèrent voir beaucoup de monde ce jour-là pour les soutenir. Nous avons le plaisir de constater, une fois de plus, la politique de « juste milieu » de Giscard : d'un côté, une opération bien menée, sans trop de bruit, mais qui, à long terme, risque de payer : la création, lundi 2 juin, d'une nouvelle radio, une « radio jeune ». Radio 7, qui émet en FM sur 99,7 MHz, une façon comme une autre de récupérer un espace que les radios libres s'étaient approprié.

Radio 7 devrait également passer en stéréo très prochainement, si l'indice d'écoute est bonne - il y a gros à parier que oui - d'où une véritable débâche de moyens techniques et financiers pour récupérer toute une frange de jeunes qui risquent de faire basculer le résultat des prochaines élections présidentielles, dans un camp ou dans l'autre ! Du pain (de moins en moins) et des jeux (de plus en plus), et Giscard est bon pour 7 ans de plus. De l'autre côté, la bonne vieille méthode qui a fait maintes et maintes fois ses preuves - à nos dépens - la violence, celle des flics, les charges aveugles, le matraquage à « en veux-tu, en voilà », la répression, le véritable visage d'un pouvoir giscardien qui, au moment où débute la campagne présidentielle, démontre qu'il n'entend pas que le monopole d'Etat par lequel il s'exprime quotidiennement, soit remis en cause et concurrencé. Comme il n'admet pas la moindre résistance à son ordre établi, la moindre velléité de refus de ce fameux consensus qu'il essaie d'imposer.

Joël SAINTIER (gr. Jacob)

Amis Lecteurs

Ça y est ! Nous pouvons vous l'annoncer, une promesse de vente a été signée. Nous sommes donc maintenant pratiquement certains de disposer d'un local à la rentrée.

Dès aujourd'hui notez donc qu'à partir du MARDI 16 SEPTEMBRE 1980, PUBLICO SERA TRANSFEREE AU 145 RUE AMELOT - PARIS 11^e

Jusqu'à cette date, bien évidemment, la rue Ternaux continuera à vous approvisionner en textes anarchistes que vous pouvez vous procurer soit en passant nous voir, soit en nous le commandant (les commandes étant toujours effectuées le jour même, si le livre est disponible).

L'acquisition d'un local est sans aucun doute un grand pas en avant pour notre organisation et pour tous ceux qui, d'une manière générale, s'intéressent à l'anarchisme. En effet, nous ne serons plus à la merci d'un propriétaire.

Cependant, il ne faudrait pas croire, sous prétexte qu'une somme a été versée pour retenir le local, sous prétexte que les actes sont chez le notaire, que tout est joué. Comme nous vous l'avons annoncé dans notre précédent numéro, pour réaliser cet achat, nous avons dû emprunter 200 000 F, ce qui nous fait rembourser 3 200 F par mois en plus des charges. Aussi, une nouvelle fois, nous faisons appel à vous, amis lecteurs.

Nous faisons appel à vous pour que vous nous aidiez à aménager ce local en souscrivant pour les travaux. Nous faisons appel à vous pour que chaque mois vous nous aidiez à rembourser le prêt en souscrivant régulièrement, ou même mieux, en demandant à votre banque ou à votre CCP de prélever régulièrement une somme, même minime, pour nous la virer. Dans le cas où vous le désirez, nous tenons à votre disposition des formulaires pour cela.

QUE 150 LECTEURS DEMANDENT A LEUR CENTRE DE CHEQUES DE VIRER CHAQUE MOIS 25 F A PUBLICO ET LE REMBOURSEMENT NE POSE PLUS AUCUN PROBLEME !

SOUTENIR PUBLICO, c'est être assuré de disposer d'un centre où l'on peut se procurer facilement tous les livres édités sur l'anarchisme.

SOUTENIR PUBLICO, c'est aussi soutenir *Le Monde Libertaire*, l'hebdomadaire anarchiste d'expression française.

SOUTENIR PUBLICO, C'EST SOUTENIR L'ANARCHISME !

Salutations anarchistes
Les administrateurs

Pascal BEDOS - Hervé TRINQUIER

Les fafs ont encore frappé en Seine-St-Denis

Vendredi 30 mai à Bondy (Seine-Saint-Denis).

Il est minuit, devant un immeuble de la cité de Latre de Tassigny, peuplée en majorité de Maghrébins, cinq jeunes discutent. Quatre Algériens, un Français.

Soudain ils voient arriver à pied une quinzaine de gars : crâne rasé, treillis militaire, rangers. Les fafs, car ce sont eux, sont armés de barres de fer, de chaînes, de bâtons, de couteaux et de pistolets. Ils sont groupés et foncent sur les cinq jeunes, aux cris de « sales bougnoules », etc.

Les cinq jeunes partent en courant, d'abord ensemble, puis dans l'effolement se séparent. L'un d'entre eux tombe, le suivant ne peut l'éviter. Alors que le premier a pu se relever, le deuxième est rejoint par les fachs. C'est un Arabe, ils lui tailladeront le dos avec un couteau particulièrement bien effilé. Un pistolet est même braqué sur lui, mais ses appels au secours ont

réveillé une femme qui, d'une fenêtre de l'immeuble proche se met à crier. C'est sans doute ce qui détermine la fuite des fachs qui hurlent en partant : « Vive la France ». Le tout a bien duré une vingtaine de minutes.

A noter que c'est un locataire de la cité qui a dû emmener le blessé à l'hôpital (54 points de suture).

Rappelons simplement que lorsqu'on distribue des tracts à la gare de Bondy, on voit les flics débarquer dans les cinq minutes qui suivent...

Lundi 2 juin, même cité. 22 heures... six individus, identiquement déguisés en soudards, armés, quadrillent la cité. Un enfant, arabe, leur échappe. Avant de quitter la cité de Latre de Tassigny, ils balanceront un cocktail Molotov qui nécessitera l'intervention des pompiers. On ne les a pas entendus chanter : « Maréchal, nous voilà »...

Gr. SEVRAN-BONDY

PLOGOFF, LUTTE POUR LA VIE

Plus de cent mille personnes ont participé, durant le week-end de la Pentecôte, à la manifestation antinucléaire sur le site de Plogoff, organisée par le comité de défense de Plogoff, le GFA et la coordination antinucléaire de Bretagne.

Durant ces deux jours, de nombreux forums de réflexion et de discussion se sont déroulés. Forums tenus, pour la plupart, par des spécialistes, mais où, bien souvent, les débats contradictoires apportaient de l'intérêt au travers des discussions. Pour chacun des thèmes abordés, une synthèse finale a été élaborée.

Voici la conclusion de ces divers forums :

- **Alternatives énergétiques** : Il est important et nécessaire de sensibiliser la population sur le fait que des énergies alternatives peuvent apporter des solutions immédiates, le mode de production et de consommation énergétique actuel étant remis en question.

- **Nucléaire et militarisation** : Forum auquel était présent Maurice Laisant en tant qu'orateur, et qui a clairement développé l'analyse et la critique anarchiste vis-à-vis de ce problème.

Il est finalement ressorti que la lutte contre le nucléaire et la militarisation sont indissociables.

- **Vivre et travailler au pays** : Le combat mené par la population locale s'inscrit dans le cadre d'une remise en cause de la société actuelle et du centralisme imposé par le pouvoir.

- **Nucléaire et sûreté** : L'implantation d'une centrale engendre inévitablement le problème de la sécurité, tant de la centrale en elle-même que du stockage des déchets radioactifs. Le pouvoir se soucie plus du problème matériel que du problème humain.

- **Nucléaire et société** : Une société « nucléaire » engendrera une société où la répression s'accroît et dans laquelle l'information sera unilatérale, créant ainsi une société basée sur la loi du silence (ne l'est-elle pas déjà ?).

- **Nucléaire et économie** : La rentabilité économique du développement du phénomène électronucléaire laisse apparaître beaucoup d'incertitudes, étant donné d'une part, la durée moyenne d'utilisation d'une centrale nucléaire (environ 30 ans), et d'autre part le coût de retraitement des divers déchets radioactifs. Coût qui n'est pas connu précisément à l'heure actuelle.

Ces centres de discussions ont montré qu'une grande partie des gens ne conçoit pas l'alternative énergétique sans modification de la société actuelle, principalement la militarisation, le centralisme et l'information. Il reste maintenant à savoir ce qu'ils proposent, car la critique négative ne suffit pas ; et si, durant ce rassemblement, nombreux sont ceux qui furent conscients de la montée de la répression et de l'accroissement de la militarisation, il n'en reste pas moins qu'il n'y a pas remise en cause du rôle et de l'existence de l'Etat.

Il faut cependant remarquer la prise en charge totale de la lutte par les habitants du Cap sans aucune récupération politique. Ils ont fort bien compris le danger d'une quelconque affiliation à un parti. Mais les Capistes ne se font pas trop d'illusions sur leurs chances de gagner.

Ne nous leurrons pas, s'il n'y a pas dépassement du stade de refus du tout-nucléaire pour aboutir à un changement radical des structures étatiques et à leur abolition, il est clair que l'Etat disposera de deux méthodes :

- soit imposer par la force la construction de la centrale, - soit modifier géographiquement son implantation.

La lutte des paysans du Larzac a démontré une nouvelle fois cette affirmation : sans remise en cause globale de l'armée, leur lutte est vouée à longue échéance à l'échec.

Aussi, en tant qu'anarchistes, devons-nous continuellement expliquer que tout changement radical de type de société ne se fera pas sans d'une part, la destruction de toutes structures étatiques, et d'autre part par la mise en place de mode de production et de gestion différent, à partir d'un fédéralisme et d'une gestion directe qui auront supprimé toutes les différenciations économiques de classes, ainsi que les hiérarchies de comportement.

Les habitants du cap Sizun iront jusqu'au bout, c'est certain. Comme au Larzac, c'est une population locale qui mène un combat de vie ou de mort. Le stade de la révolte sera-t-il dépassé ? C'est à nous tous qu'il en incombe.

CHRISTIAN
(gr. Sacco-Vanzetti)

Après-midi anticléricale

Durant quatre jours d'occupation quasi permanente des médias par la clique religieuse, aucune réaction hostile n'a été enregistrée de la part non pas d'un PCF qui sert la pogne à Grand Guignol, mais d'une extrême-gauche qui se veut fidèle aux « sources » du marxisme. Ça « démagogite » dur à gauche.

La Fédération Anarchiste d'Angers, elle, a fait connaître son

désaccord et sa condamnation de toute croyance et de toute religion, en occupant la Place du Ralliement d'Angers, le samedi 31 mai, déployant une large banderole noire (Religion : oppression mentale), avec panneaux et distribution de 2000 tracts à la population.

Bon écho dans *Ouest-France* qui a bien fait état de cette action et de nos positions.

F.A. D'ANGERS

Page d'histoire

Louise Michel : une grande figure de l'anarchisme

A l'occasion du 150^e anniversaire de la naissance de Louise Michel (29 mai 1830-9 janvier 1905), tout un chacun découvre ou redécouvre le profil de cette révolutionnaire. Eve Ruggieri s'appesantit sur la valeur morale de la bonne Louise, Decaux raconte les exploits de la « Virago rouge », la municipalité communiste de Levallois se réapproprie - sans vergogne - cette grande figure de la Commune... Mais Louise Michel n'appartient ni aux uns, ni aux autres. Elle n'est ni « vierge », ni « rouge » : elle représente simplement un produit symbolique du socialisme du XIX^e siècle, baigné de jacobinisme, qui verra naître les antagonismes irréversibles entre socialisme autoritaire et libertaire. Et c'est à l'image de son époque que Paris recevra une institutrice provinciale, assidue des réunions des cercles socialistes, qui le quittera, prisonnière de Thiers, mais militante révolutionnaire convaincue. Suivant les évolutions de la pensée socialiste, Louise Michel deviendra une des plus populaires propagandistes anarchistes.

Avant d'examiner de plus près le cheminement de cette militante révolutionnaire, ouvrons une parenthèse qui mettra à bas le mythe « petite sœur des pauvres » imposé par des historiens étudiant le passé par le bout de la lanterne des préjugés. A l'opposé des commentateurs de radio, des représentants de la bourgeoisie, nous nous refusons à passer au crible la vie d'une révolutionnaire... sous prétexte que c'est justement parce qu'elle milite que cela se fait ! Eve Ruggieri, Alain Decaux et consorts se préoccupent-ils des amours de Vallès, des rages de dent de Kropotkine ou de la coupe de cheveux de Pouget ? Déjà, au cours de son existence, Louise Michel dut faire face aux mesquineries et calomnies propagées par la presse bourgeoise et la préfecture, qui n'avaient pour but que de dévaloriser aux regards de la population sa démarche révolutionnaire, tout comme d'ailleurs furent dévoyés, en leur temps, les activités de militantes ou ouvrières (les Pétroleuses, les militantes...). A l'instar de ses prédécesseurs, le monde culturel bourgeois actuel ne retient des activités et écrits de Louise Michel que les anecdotes amoureuses, de « charité chrétienne », ses menées de type « pétroleuse »... en défigurant ainsi la vie d'une militante révolutionnaire.

Nous, militants anarchistes, tirons d'autres leçons du passé et des expériences du mouvement ouvrier. Louise Michel laissera une empreinte différente que celle de ses compagnons de lutte (Kropotkine, Pouget, Sébastien Faure) dans le mouvement libertaire. Représentante quasi exacte du propagandiste infatigable qui diffuse les propositions anarchistes, renforce les caisses de groupes, elle sera un des piliers du mouvement anarchiste du siècle dernier. Utilisant autant la parole que l'écrit, oratrice remarquable, participant à la rédaction des journaux anarchistes, aux réunions et congrès internationaux, nous la verrons tantôt haranguer les publics de meetings populaires, puis affronter ceux de Versailles aux lendemains de la Commune ou ceux de Londres et Bruxelles. Il faut pourtant ajouter que - un facteur primordial qui a joué dans sa popularité et que trop souvent les révolutionnaires oublient - Louise Michel est la première femme anarchiste qui sera représentative du mouvement révolutionnaire. Sa ténacité, son courage n'y sont pas étrangers.

La Commune de Paris où les femmes jouèrent un rôle prédominant, la verra combattre sur les barricades, dans son uniforme de garde nationale, participer activement au comité de vigilance du 18^e arrondissement, organiser les sections d'ambulancières ou les coopératives de quartier. Après un procès retentissant et un emprisonnement en Nouvelle-Calédonie qui lui permit, au contact de Nathalie Lemel (ouvrière, adhérente à la Première Internationale) et de Charles Malato, d'approfondir sa pensée, Louise Michel revient en France en anarchiste confirmée et décidée à propager ses théories... ce qu'elle



fera jusqu'à sa mort, survenue à Marseille au cours d'une tournée de conférences. Se vouant à des causes plus spécifiques, elle animera des cercles féministes, athées, créera des organismes d'aide aux prisonniers. Dans une période où travailler à l'émancipation des travailleurs, revenait à encourir les foudres du pouvoir, Louise Michel s'assura souvent sur le banc des accusés et se « reposa, comme elle le disait, dans les geôles républicaines ».

Héritière du courant unitaire du socialisme communiste, imprégnée par le fédéralisme proudhonien et le blanquisme, elle ne côtoiera pas que les seuls anarchistes, mais participera également aux activités de socialistes parlementaristes, tels Rochefort et Clémenceau, des groupes féministes électoralistes, des guesdistes, les milieux littéraires etc. Partout où il fallait se battre - même si, par certains côtés, cette lutte demeurerait spécifique -, Louise Michel mettait ses talents au service des opprimés et y intégrait ses propositions propres sur les phénomènes sociaux (le syndicalisme, la grève, les colonies...). Et le peuple l'a bien comprise comme tel, car l'enterrement de Louise Michel représenta un des derniers rassemblements de masse, unifiant pour un temps anarchistes, marxistes et réformistes.

Si nous saluons, à l'occasion de cet anniversaire, les talents et le parcours militants d'une anarchiste, nous saluons également par cet intermédiaire les hommes et les femmes qui luttèrent pour l'émancipation de la classe ouvrière et que l'histoire, autant officielle que révolutionnaire, jette aux oubliettes trop facilement. Car l'héritage que nous laissent les théoriciens révolutionnaires, n'est rien, sans ces propagandistes anonymes, véritables piliers du mouvement ouvrier, construisant les organisations de masse et les organisations spécifiques.

Groupe LOUISE MICHEL

Pour un nouveau local
SOUSCRIVEZ

Collusion des bureaucrates à la poste de Paris-Louvre

Mercredi 28 mai : Après décision prise en assemblée générale, les employés des guichets de Paris-RP (Louvre) se mettaient en grève illimitée à la quasi-unanimité (2 non grévistes sur environ 80) pour revendiquer des effectifs supplémentaires. Les préavis déposés étaient différents : pour CGT grève de 24 heures limitée aux guichets, pour CFDT grève illimitée uniquement des guichets, pour CGT-FO grève illimitée de tout le personnel de Paris-RP.

Dans la journée, le personnel de la caisse s'engage dans la grève, puis des agents de la maintenance et du tri. Tous sur la même revendication.

Jeu 29 mai : Les mêmes poursuivent la grève à laquelle se joint une partie des manutentionnaires de transbordement. Au cours de l'assemblée générale du matin, l'appareil stalinien essaie de casser le mouvement en proposant « l'élargissement » des revendications. Sans succès.

Un processus de négociation s'engage, mais le receveur renvoie à la direction qui renvoie au receveur. On connaît.

Vendredi 30 mai : La grève se poursuit sans s'étendre. Une délégation intersyndicale des grévistes est reçue le matin par le receveur, l'après-midi par la direction. Cinq heures de discussion ne donnent aucun résultat.

Samedi 31 mai : CGT et CFDT refusent de faire un compte rendu intersyndical. Lors de l'assemblée générale des stalinien, profitant de l'absence de ceux qui ne sont pas en poste durant le week-end et prétextant qu'il importe surtout de réussir la grève du 5 juin (celle pour soutenir les intérêts des médecins), appellent ouvertement à la reprise, tout en proposant « que la lutte continue sous toutes ses formes ». On connaît aussi ce refrain. Des responsables CGT reprennent le travail.

Lundi 2 juin : La CGT continue ses appels à la reprise du travail pour « bien préparer la grève du 5 juin ». Les guichetiers, parmi lesquels se trouvent des adhérents des trois confédérations, continuent la grève dans les mêmes conditions de quasi-unanimité et désignent un comité de grève. Les autres, minoritaires dans leur service, reprennent le travail.

Mardi 3 juin : Au cours de l'assemblée générale du matin, le secrétaire départemental des postiers CGT-FO appelle à la reprise du travail, en contradiction avec les militants CGT-FO locaux qui continuent d'être favorables à l'élargissement de la grève à tout Paris-RP. La CFDT, toujours dans sa nébuleuse, continue de soutenir la grève des seuls guichetiers, et s'oppose à son élargissement à tout le bureau, espérant qu'une décision de reprise du travail interviendra le 6 au matin.

Mercredi 4 juin : La CGT n'ose pas distribuer un tract, pourtant tiré, appelant à la grève du 5 juin et qui dénonce les grévistes comme « gauchistes ». Des négociations ont lieu l'après-midi avec la direction.

Jeu 5 juin : Suite à l'échec des négociations de la veille,

les guichetiers poursuivent le mouvement. Dans les autres services la grève « pour les médecins » est un fiasco.

Vendredi 6 juin : Lors de l'assemblée générale du matin, les guichetiers décident de poursuivre la grève et de lancer un appel à tous les autres bureaux pour engager une action généralisée pour l'augmentation des effectifs. Ils apprennent seulement que le bureau de Villepinte (Seine-St-Denis) est lui aussi en grève depuis le 28 mai sur la même revendication.

Suite à la négociation du vendredi après-midi, les revendications d'augmentation des effectifs ayant été satisfaites, la reprise du travail a été votée à l'unanimité.

Blocage de l'information, tentatives de division : voilà un bel exemple de collusion des appareils pour briser la combativité des travailleurs. Mais arrêter l'analyse là, serait ne pas voir plus loin que le bout de son nez.

Dans la conjoncture actuelle, les bureaucraties des confédérations sont soumises à d'importantes pressions de la part de la classe dirigeante, donc de l'Etat. L'objectif est de parvenir, sous prétexte d'unité ouvrière, à une unicité des appareils dans la capitulation, à une jonction des bureaucraties permettant un pacte de La Moncloa ou un compromis historique à la française.

Cette « unicité syndicale » dans la capitulation se produit déjà de temps en temps, ponctuellement. Un accord inique a été conclu unaniment, il y a quelques mois, réduisant la durée de versement des allocations de chômage par les ASSÉDIC, qui va peu à peu conduire des dizaines de milliers de chômeurs à la clocharisation.

Et la participation conjointe de Bergeron, Maire et Ségué à une récente émission de télévision, s'intègre dans cette stratégie devant conduire à terme à une unicité syndicale permanente de fait.

L'appareil stalino-léniniste de la CGT, la majorité néo-cléricale et néo-corporatiste de l'appareil CFDT, une fraction non négligeable de l'appareil réformiste de la CGT-FO (notamment les proches des courants minoritaires du PS), sont déjà prêts à s'engager dans ce processus d'unicité dans la capitulation.

Les divergences tactiques qui peuvent apparaître dans l'affaire de la convention entre les médecins et la Sécurité sociale ou dans la négociation avec le CNPF sur l'aménagement du temps de travail, sont la conséquence des tensions créées à l'intérieur des appareils - où l'unanimité ne règne heureusement pas encore - par ce processus tendant à l'unicité.

Partout où ils se trouvent, les militants anarcho-syndicalistes devront s'opposer, pour la faire échouer, à cette stratégie d'unicité syndicale, de compromis historique, d'union sacrée, de jonction des bureaucraties dans la capitulation, afin de maintenir la nécessaire indépendance des organisations de classe des travailleurs.

CASIMIR (sympathisant)

Guerre économique, effritement des blocs traditionnels

...
suite de la p. 8

renforcer les rapports de plus en plus étroits entre une RFA assurée ou presque de détenir à brève échéance le leadership du capitalisme mondial et une URSS plus que jamais soumise à l'investissement occidental. Rappelons d'ailleurs à ce sujet la fin de la conférence de presse Schmidt, faite le 11 avril à Hambourg au moment où les divergences entre Bonn et Washington, à propos de l'Afghanistan, battaient leur plein, malgré tout ce que les médias ont voulu nous faire avaler : La RFA doit demeurer à tout prix un partenaire qui respecte les traités signés et je pense ici en particulier à l'accord de coopération économique à long terme germano-soviétique. (Sans commentaire !)

Afin de mettre au point les moyens techniques nécessaires à l'exploration des gisements de gaz et de pétrole, et à l'extraction de matières premières et de minerais, les membres de la commission économique germano-soviétique pour préparer cette visite, ont déjà signé un accord de coopération à long terme qui permettra, là encore, de développer les multiples liens marchands qui unissent et réunissent Bonn et Moscou.

Bref, il est clair aujourd'hui que les deux blocs issus du partage impérialiste de Yalta traversent une période de décomposition généralisée. Et ceci n'est qu'un début car, avec l'intensification de la guerre économique qui va marquer ce commencement des années 80 (les « experts optimistes » prévoient une croissance zéro), on assiste de manière certaine à l'apparition de nouveaux blocs impérialistes (Japon-Chine et RFA-Europe) que les trois sommets dont nous venons de parler, démontrent là encore de façon évidente... C'est toujours sur la base des conflits économiques que se développent un jour ou l'autre les affrontements idéologiques, politiques et militaires. Il faut donc analyser au-delà de ces trop rencontrés « historiques » la réalité effective et efficiente des forces antagoniques qui sont concrètement en présence.

La guerre économique née de la crise mondiale du capital, qui frappe aujourd'hui la totalité capitaliste de la planète voit en première ligne s'affronter le capital US qui veut conserver son hégémonie, et le capital japonais et le capital ouest-allemand qui, eux, veulent l'acquiescer. Les sommets de Varsovie, de Tokyo et de Moscou ne sont pas autre chose pour la France, la RFA et le Japon que la concrétisation diplomatique-politique de leurs objectifs économiques de consolidation et d'expansion aux dépens et contre l'impérialisme US. Les préparatifs à une troisième guerre mondiale qui ne sera que la continuation de la guerre économique sur le terrain militaire, sont donc entrés dans une phase décisive qu'il importe de saisir comme telle, car, à moins que le prolétariat intervienne de façon révolutionnaire sur la scène actuelle de l'Histoire, il doit être clair que la dernière chance de survie pour les capitalistes allemand, japonais, américain, n'est plus, à long ou moyen terme, que la guerre elle-même, que lentement mais sûrement ils seront amenés inévitablement à préparer.

Gr. communiste-anarchiste
Commune de KRONSTADT

Numéro
spécial ETE
du
Monde Libertaire

du 3 juillet
au 11 septembre

l'ex

Contrairement des vivants sectionnistes, du cerveau et tieuses préten n'entraînant plus penchons-nous blème des vac tant de gloire !

Peut-être, pa gober sans dis déclaration de Mérieux et autre informer sur la rentes vaccinatio de la naissance cages et mensio aux vaccins anti neux, par exem court terme des une séquelle gra les pays où exist mation à ce suj etc.), sur les IM LONG TERME qu gatoires font co entières (dérégle immunologiques à la leucémie, à voir à ce sujet l' seur Holland de l' On pourrait ée pourquoi, si en nations a permis polio à Cuba, ce a été suspendue l'origine de la pl méningites cérybr rue dans ce pays cette même vacco UNE VÉRITABLE à Madère (où cet nue avant) ; pou et en Afrique du ont augmenté de pagnes de vacco professeur Lépine

Peut-être les v régimes politique ficaces dans les bien ces pays ne statistiques de vict ils en sont cout de la production ple ?

Il faudrait aussi loin l'analyse, et se l' seul fabricant frant antipolio et le diphtérie-tétanos-par quelle intérêt prôner l'utilisation d'ins (7). EN FRAN SECONDES, UN VACCIN DE L'INS

reprise, supplém 1967), d'où l'extr de l'affaire Mérieux des bénéfices Est-il très judicieux, de s'en remettre à institut lou d'un or juger de l'inutilité serait-il pas plus les articles et ouv qui n'ont aucun ir tesque industrie des conseillons viveme La Poliomylite pa éditions Survie-Bel « Vaccins » de l' Médicaments du Do du Seuil : journal l' cinations du 10-9 bastopol 75004 Pari

Dernier critère en faire une idée sur base, la vaccination retour des épidémie de dernier, de nom avaient pratiqué ma nation antivariolique l'Angleterre, l'Allema systématiquement v puis des décennies, de terribles épidém puis vingt ans, la va lique a fait à elle s de victimes que la censée prévenir.

Pourtant, c'est un maladies dont nous presque disparu. Il c raisons à cette disp

Quelques réflexions sur l'expérimentation animale

Contrairement aux affirmations des vivisectionnistes, notamment sur l'étude du cerveau et sur les maladies infectieuses prétendument combattues et n'entraînant plus d'épidémies, eh bien, penchons-nous simplement sur le problème des vaccinations entourées de tant de gloire !

Peut-être, par exemple, au lieu de gèber sans discernement la moindre déclaration de ces messieurs de chez Mérieux et autres, pourriez-vous vous informer sur la valeur réelle des différentes vaccinations, sur les conditions de la naissance du dogme vaccinal (truquages et mensonges de Pasteur relatifs aux vaccins antirabique et anticharbonneux, par exemple), sur les dangers à court terme des vaccins (un décès ou une séquelle gravissime sur 5 000 dans les pays où existe une véritable information à ce sujet : Suisse, Autriche, etc.), sur les IMMENSES DANGERS A LONG TERME que les vaccinations obligatoires font courir à des populations entières (dérèglement des mécanismes immunologiques conduisant au cancer, à la leucémie, à la sclérose, à l'arthrite, voir à ce sujet les travaux du professeur Holland de l'Université de San Diego).

On pourrait également se demander pourquoi, si une campagne de vaccinations a permis de faire disparaître la polio à Cuba, cette même vaccination a été suspendue au Brésil où elle est à l'origine de la plus grande flambée de méningites cérébro-spinales jamais apparue dans ce pays ; pourquoi également cette même vaccination A ENGENDRE UNE VÉRITABLE ÉPIDÉMIE DE POLIO à Madère (où cette maladie était inconnue avant) ; pourquoi en Afrique noire et en Afrique du Sud, les cas de polio ont augmenté de 300% après les campagnes de vaccinations (de l'aveu du professeur Lépine lui-même !).

Peut-être les vaccins suivent-ils les régimes politiques et sont-ils plus efficaces dans les pays socialistes ? Ou bien ces pays ne fournissent-ils que des statistiques de victoire truquées, comme ils en sont coutumiers dans le domaine de la production industrielle par exemple ?

Il faudrait aussi pousser un peu plus loin l'analyse, et se demander si Mérieux (le seul fabricant français du vaccin buvable antipolio et du tétravaccin polio-diphthérie-tétanos-coqueluche) n'aurait, par quelque intérêt très « matériel », à prôner l'utilisation de ses propres produits ? EN FRANCE, TOUTES LES 2 SECONDES, UN ENFANT REÇOIT UN VACCIN DE L'INSTITUT MERIEUX (Entreprise, supplément au N° 594 du 26-1-1967), d'où l'extraordinaire prospérité de l'affaire Mérieux (96% d'augmentation des bénéfices entre 1972 et 1973). Est-il très judicieux, dans ces conditions, de s'en remettre aux chercheurs de cet institut (ou d'un organisme associé) pour juger de l'inutilité de leur produit ? Ne serait-il pas plus objectif de consulter les articles et ouvrages des médecins qui n'ont aucun intérêt dans la gigantesque industrie des vaccins ? Nous vous conseillons vivement de lire à ce sujet *La Poliomyélite* par le Docteur Pilette, éditions Survie-Belgique, et le chapitre « Vaccins » de l'ouvrage *Les Grands Médicaments* du Docteur Pradal, éditions du Seuil ; journal *L'Impatient* sur les vaccinations du 10-9-1978, 14 bd de Sébastopol 75004 Paris.

Dernier critère enfin qui permet de se faire une idée sur notre hypothèse de base, la vaccination a-t-elle empêché le retour des épidémies ? A la fin du siècle dernier, de nombreux pays d'Europe avaient pratiqué massivement la vaccination antivaricelleuse. DE 1871 à 1873, l'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, pays systématiquement vaccinés, parfois depuis des décennies, furent ravagés par de terribles épidémies de varicelle. Depuis vingt ans, la vaccination antivaricelleuse a fait à elle seule beaucoup plus de victimes que la varicelle, qu'elle est censée prévenir.

Pourtant, c'est un fait, beaucoup des maladies dont nous avons parlé, ont presque disparu. Il doit bien y avoir des raisons à cette disparition, et remarquons

d'abord une chose : la peste et le choléra, fléaux qui dévastaient l'Europe il y a quelques siècles, ont disparu sans aucune vaccination.

Comment expliquer ce phénomène ? On peut penser que le progrès du niveau de vie a joué un rôle fondamental. Progrès de niveau de vie, c'est-à-dire de l'hygiène, de l'assainissement de l'eau, de l'alimentation, toutes choses qui, en améliorant la résistance des organismes, ont pu entraîner l'extinction des maladies. Les épidémies de peste et de choléra ne flambaient-elles pas particulièrement lors des guerres et des famines ?

Quant à la recherche sur le système nerveux, il est trop facile d'attribuer cela à des fins humaines et humanitaires, quand on sait que le budget militaire soutient financièrement tous ces laboratoires, il ne faudrait pas se leurrer. Un exemple frappant quant à la fi-



nalité de ces expériences : les travaux de Pavlov sur les lavages de cerveaux. L'idée qui pratiqua des expériences identiques à celles de Pavlov en Amérique, affirme que Lépine était un partisan enthousiaste des expériences de Pavlov de cette nature, et que son gouvernement ne cessait de soutenir financièrement le laboratoire de Pavlov. « LE CONDITIONNEMENT ANIMAL LUI APPRIT LA « CLE » DU CONDITIONNEMENT SOCIAL. IL MONTRA LA MANIÈRE DE FAIRE ACCEPTER AUX MASSES LES RÈGLES ET LA LÉGISLATION SOCIALES, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES ».

Cependant, toutes ces fameuses expériences n'ont, semble-t-il, réussi à guérir qui que ce soit, bien au contraire ; les insomnies par exemple, sont de plus en plus nombreuses et les médicaments hypnotiques mis au point à la suite des travaux des neurophysiologistes sont les meilleurs alliés de l'insomnie (« Tous les barbituriques sont dangereux car ils désorganisent le sommeil », M. Jouvet in *France-Soir*, 27-2-1975).

La consommation de somnifères permet d'entretenir une des industries les plus florissantes de notre planète. D'une manière générale, ce n'est pas à l'amélioration de la santé humaine que travaillent les laboratoires de neuro et psychophysiologie, c'est à la destruction de l'homme qu'ils œuvrent par la mise au point de techniques de tortures et de médicaments psychotropes (barbituriques, neuroleptiques, tranquillisants), visant à transformer un être conscient et responsable en un pantin visqueux. Ces psychotropes sont surtout dangereux en tant qu'« instruments de pouvoir, empêchant l'homme de se pencher sur son destin et d'agir sur lui » (Docteur Pradal, *Les Grands Médicaments*).

Les maladies mentales ne font que se multiplier et s'aggraver ; par contre, à la suite des célèbres réflexes conditionnés, les techniques de manipulation du cerveau ont pris un extraordinaire essor, mises au point sur des millions de chats, singes, corbeaux, dauphins, taureaux, rats, pratiquement sur toutes les espèces, sans oublier l'homme (ex. : QHS, goulags-vieilles dans les asiles), des enfants qui, d'après les expérimentateurs, sont choisis dans des « groupes économiquement inférieurs », sont presque traités comme des animaux, et sont utilisés jusqu'à l'extrême limite autorisée, etc. Toutes ces expériences permettent désormais une remarquable sophistication des lavages de cerveaux, des téleguidages d'individus à volonté momentanément ou définitivement détruite, et toutes les autres formes de torture psy-

Le pseudo-déficit de la Sécurité sociale ou la mise en coupe des conquêtes sociales

Voilà plusieurs années que le gouvernement, que les médias, évoquent périodiquement « un déficit » de la Sécurité sociale, qu'il faudra bien régler. Voilà plusieurs années que les déclarations mensongères, malhonnêtes et fallacieuses s'accroissent. Voilà plusieurs mois qu'on évoque une réforme de la Sécurité sociale. Voilà plusieurs semaines qu'on évoque un rapport Berger, un rapport Chénouard, pour résoudre les problèmes financiers de la S.S.

Ainsi, comme en 1967, on gonfle un déficit, on parle de gaspillage, pour préparer une mise en coupe des conquêtes sociales. Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il est bon de se rappeler ce qui s'est passé en 1967, puis d'examiner de plus près ce fameux déficit et les explications qu'on en donne.

La réforme de 1967

À la Libération, le patronat affaibli par la collaboration n'avait pas pu s'opposer à la mise en place de la législation de la Sécurité sociale par le gouvernement d'union nationale de 1945. En 67, Marcel Jeanneret allait donner satisfaction au patronat, en prenant des difficultés de trésorerie rencontrées par le Régime général, et dues, pour une large part, aux manipulations financières ératiques (ces manipulations consistent dans les charges que les pouvoirs publics font indirectement supporter à la Sécurité sociale pour alléger le budget de l'Etat : voir le rapport Grégoire de 1975).

Ce déficit fabriqué et manifestement grossi pour les besoins de la cause, permit à l'Etat, sous couvert de réaliser l'équilibre financier, de renforcer, par voie d'ordonnance, son pouvoir de tutelle et à constituer le moyen d'éliminer la représentation majoritaire des assurés sociaux dans les conseils d'administration des Caisses de Sécurité sociale au profit d'une influence prépondérante du Conseil national du patronat français, en s'inspirant d'un rapport du CNPF, connu sous le nom de rapport Picketti.

Ainsi venait de se réaliser une mainmise du patronat sur la Sécurité sociale comme l'Etat l'avait fait auparavant sur les mutuelles ouvrières (voir prochain article : Naissance et évolution du système de sécurité sociale).

La notion de déficit

Le terme de « déficit » en matière de Sécurité sociale est à la fois impropre et malhonnête en raison du système de financement de celle-ci.

Le Régime général est en effet financé par des cotisations équivalent à un certain pourcentage du salaire. Les problèmes financiers de la Sécurité sociale découlent de l'absence de corrélation entre l'évolution des recettes et des dépenses (qui sont imprévisibles). Elle est due au fait qu'il y a un décalage entre des recettes assises sur la masse salariale et des dépenses dont la majeure partie évolue plus vite. La fixation des ressources à un certain taux n'a qu'un caractère prévisionnel.

chiques : la privation sensorielle est une des dernières nées, quant à la privation de sommeil, vieille comme le monde, on l'expérimente encore par exemple à Lyon dans un laboratoire privé dont le directeur n'a pas caché qu'il est partiellement financé par l'armée.

En conclusion, comme le prétendent si bien les pro-vivisectionnistes, c'est tout à fait respectable et à encourager ! Alors que nous savons pertinemment que la plupart des maux sur cette terre sont dus à l'aliénation quotidienne de cette société ératique, malheureusement, on s'aperçoit qu'il y a un pas que beaucoup d'entre nous encore ne sont pas prêts de franchir. Pas plus que les bigots devant Jéhovah, vous n'êtes libres, ni responsables devant le dieu-science qui, a lui aussi, ses rites, ses dogmes, ses victimes.

Profit, routine, gloriole, répression, guerre... Que de motivations à l'expérimentation animale ! Nous voilà loin de la thèse classique de la sauvegarde de la vie et de la santé humaine...

DOMINIQUE (liaison Angoulême)
BEATRICE (sympathisante libertaire)

Parler de déficit est donc malhonnête. Quand les pouvoirs publics parlent d'un déficit de X milliards, ils devraient dire plutôt qu'ils se sont trompés de X milliards dans l'évaluation des dépenses de la Sécurité sociale. A titre d'exemple, on remarquera que les dépenses d'assurance-maladie de la Caisse des salariés ont augmenté en 1979 de 16,2%, alors que l'écart entre ce taux de croissance et celui de la masse salariale servant d'assiette aux cotisations, demeure de 12,5%.

Quelques chiffres comparatifs sur les dépenses de la Sécurité sociale

La politique sociale coûte trop cher. Tel est le leitmotiv des déclarations du patronat (voir le rapport Chénouard 1977 : Pour une réforme de la Sécurité sociale). Pourtant, comme le constate Michel Vingri : « *Le social, c'est fini* » (collection Autrement) : « *Le pourcentage du revenu national consacré, en France, à des dépenses de transferts, demeure inférieur à celui constaté dans la plupart des autres pays développés européens ; quant au pourcentage des dépenses de santé pris en charge par l'assurance-maladie, il est, s'agissant des services, de 0,59% en France, contre 0,79 pour la moyenne des pays de l'OCDE, 0,95 au Canada, 0,93 en Belgique ; s'agissant des biens, de 0,575 pour la France contre 0,636 pour la moyenne de l'OCDE* ».

Quant aux dépenses totales de la Sécurité sociale, leur poids est encore loin d'atteindre en France le niveau atteint dans certains pays voisins. D'après les statistiques établies par la CEE en 1975, ces dépenses représentaient : 27% du revenu national en France, 34% aux Pays-Bas, 33,5% au Luxembourg, 33% en Allemagne fédérale.

Quant au « déficit » lui-même, il ne représente, d'après les chiffres de 76 et 77, que 4,3% des dépenses de la Sécurité sociale.

Les causes des problèmes financiers

On a entendu beaucoup d'explications sur les causes du déficit. On a parlé du gaspillage pharmaceutique, on a mis en cause les arrêts de travail pour maladie, on a voulu mettre sur le dos d'une mauvaise gestion les problèmes financiers de la Sécurité sociale. En fait, les explications avancées n'ont rien à voir avec la réalité. Les dépenses pharmaceutiques ne représentent que 4% des dépenses globales de la Sécurité sociale. Les dépenses d'indemnités des congés de maladie n'ont augmenté en 1979 que de 3,3%. Quant aux dépenses de gestion, elles ont été fortement réduites et la Sécurité sociale est l'administration qui possède aujourd'hui une des meilleures gestions.

Alors d'où proviennent les problèmes financiers de la Sécurité sociale ? On a coutume de distinguer des causes démographiques (principalement le vieillissement de la population, les plus de 65 ans ayant une consommation médicale supérieure aux autres classes d'âge), des causes technologiques, socio-culturelles et législatives (extension de la Sécurité sociale). En fait, les problèmes de la Sécurité sociale découlent principalement de la crise économique, l'augmentation du nombre des chômeurs représentant un manque à gagner important.

Mais d'autres raisons ignorées du grand public revêtent une dimension étendue. Ce sont les charges indues que l'Etat fait payer à la Sécurité sociale, la mauvaise rentrée des cotisations patronales et la compensation entre Régimes.

Les charges indues : Ce sont des dépenses financières par le Régime général, qui ne correspondent pas à sa technique et à sa finalité (frais d'enseignement médical, frais d'équipement hospitalier, contribution de la Sécurité au financement du Fonds National de Solidarité). Ces dépenses, représentant 9% des recettes du Régime général (environ 2 milliards en 1975), sont des charges qui devraient incomber normalement au budget de l'Etat et que celui-ci impose à la Sécurité sociale.

Les dettes patronales : Elles représentaient 2,086 milliards de francs au 31 décembre 70. Notons en

passant que ces dettes patronales, si elles représentent une dette à la Sécurité sociale, constituent aussi un vol à l'égard des salariés. En effet, lorsqu'un salarié reçoit 100 et son employeur verse 50 en « cotisations patronales », cela signifie que cet employeur paie 150 pour le travail de ce salarié, mais que cette rémunération 50 est prélevée au titre de la Sécurité sociale. Que les cotisations soient qualifiées ouvrières ou patronales, il s'agit toujours d'un prélevement forcé sur la rémunération globale du travail salarié et donc d'une solidarité imposée aux travailleurs eux-mêmes.

Les injustices du plafond : Le financement de la Sécurité sociale est basé sur des cotisations calculées sur l'ensemble du salaire. Or le patronat a réussi, dans les années 50, à imposer un plafond de cotisations. Ainsi, aujourd'hui, les salariés touchant moins de 5010 F, cotisent sur l'ensemble de leur salaire, les cadres et professions dont le salaire dépasse 5010 F, paient leurs cotisations sur ces 5010 F, le reste du salaire étant exonéré des cotisations. Quand on sait que le remboursement moyen annuel d'Assurance-maladie, par catégorie sociale, se décompose ainsi : ouvriers : 454 F ; employés : 534 F ; cadres moyens : 712 F ; cadres supérieurs et professions libérales : 809 F. On constate que les petits salariés cotisent en proportion plus et bénéficient le moins des avantages de la Sécurité sociale.

La compensation entre Régimes : Elle constitue la troisième explication du déséquilibre structurel. On appelle « compensation » l'aide financière que les divers Régimes de Sécurité sociale s'accordent entre eux, au nom de la solidarité entre Régimes. En fait, elle se résume à l'aide que le Régime général destine au Régime des mines et au Régime agricole (1,4 milliard versé en 1975). Elle s'explique par le « déficit » du Régime des mines et agricole dû à la diminution du nombre des mineurs et des agriculteurs.

Si l'on peut admettre cette idée de solidarité, il faut savoir qu'elle se fait sur des bases fausses. Les mineurs et les agriculteurs ne cotisent pas sur les mêmes taux que les salariés du Régime général. Ceux-ci renflouent donc un « déficit » dont ils ne sont pas responsables, car ce n'est pas eux qui ont fermé les mines ou provoqué l'exode rural, mettant en péril les systèmes de Sécurité sociale de ces catégories.

Vouloir être mieux soigné, vouloir dépenser plus pour sa santé est un droit. Ainsi se dessine aujourd'hui une campagne analogue à celle de 1967 : son but, réduire les conquêtes sociales que représente la Sécurité sociale. Elle s'y prend en fabriquant un déficit et se sert de l'augmentation des dépenses de Sécurité sociale comme prétexte pour crier à la gravité du mal.

Nous leur répondons que la Sécurité sociale, loin de nuire à l'économie nationale, a contribué à améliorer l'état sanitaire et la sécurité matérielle, et qu'elle a permis un meilleur essor des forces productives.

Nous leur répondons que la Sécurité sociale a permis un progrès des sciences médicales, une amélioration de la qualité des soins, une modernisation de la technologie des laboratoires.

Mais nous leur répondons surtout que vouloir être mieux soigné est un droit ; que préférer consacrer des sommes plus importantes pour la santé et le social est un choix. Que je sache, personne de ces messieurs ne proteste quand l'Etat augmente les dépenses militaires. Eh bien, si les Français veulent dépenser plus pour leur santé, c'est un droit que nous ne leur refuserons pas. C'est un droit pour lequel nous nous battons.

PATRICE (gr. de Béziers)

Bibliographie : *On lira pour savoir plus : Le Traité de Sécurité sociale d'Yves Saint-Jours (LGDJ) 20 et 24 rue Soufflot, Paris. Le Droit de la Sécurité sociale de J.J. Dupuyroux (Dallos).*

Le social, c'est fini de M. Vingri (coll. Autrement).

informations

ITALIE

internationales

L'ETAT ET L'UTILISATION DU TERRORISME

Depuis ces derniers mois, avec l'excuse du terrorisme, a été approuvée par le parlement une série de « lois d'exception » qui, selon les partis, « devraient combattre le terrorisme ».

En effet, la répression s'est déchaînée et l'Etat s'est créé une série de supports qui légitiment l'anéantissement de toute opposition qui va au-delà des limites consenties par l'Etat. Immédiatement après les lois d'exception, les villes les plus chaudes sont devenues des arènes dans lesquelles les forces du prétendu ordre s'exercent quotidiennement, et dans plusieurs secteurs en même temps, par des « barrages routiers contre les terroristes ». Il faut que la population prenne l'habitude, une fois ses huit heures de travail finies, de faire de longues colonnes d'attente, à cause d'un barrage routier. Il arrive même que des quartiers entiers soient bloqués et envahis. Ceci logiquement contre le terrorisme. Mais il est étrange que ce type d'actions soient effectuées dans des quartiers à grosse concentration prolétaire, dans des zones spécifiques où sont concentrées des usines, des écoles et des maternités. En effet, tout ceci sert seulement à habituer, progressivement, la population à « l'état de siège », à la militarisation du territoire et à la répression.

Avec l'excuse du terrorisme, l'Etat-terroriste intimide les prolétaires. Ce n'est pas un hasard si cette année un grand nombre de mouvements (radios libres, feuilles révolutionnaires, etc) ont suspendu leurs activités, soit contraints par la répression, soit victimes du désintéressement. C'est le secteur privilégié du système pour toucher et anéantir, mais, pour le moment, l'agréation prolétarienne révolutionnaire demeure plus difficile.

L'Etat contre les anarchistes

Le souvenir de la tragédie de la Place Fontaine est encore vivant : dix ans sont passés depuis 1969, et le pouvoir tente une nouvelle « chasse aux sorcières » pour détruire le mouvement libertaire de langue italienne, toujours plus incisif, qui entre progressivement avec ces idées liées à sa pratique de lutte, dans l'affrontement entre les classes. En effet (après l' AUTONOMIE ORGANISEE, désormais contrainte au silence), seuls les anarchistes ont maintenu une certaine constance dans le social, en comparaison à tous les autres groupements révolutionnaires nés en 1968. Et c'est le mouvement anarchiste que l'on essaye aujourd'hui de criminaliser : fin

mars, vingt camarades anarchistes sont arrêtés, une autre vingtaine, dans une deuxième rafle, le premier mai. L'accusation pour tous est d'appartenir au groupe clandestin « Azione Rivoluzionaria » qui (d'après les enquêteurs) est la troisième formation clandestine la plus dangereuse (après les Brigades Rouges et Première Ligne), caractérisée par des idées anarcho-communistes.

celà que dans la rafle de mars ont été arrêtés une grande partie des camarades liés à la revue *Anarchismo*. La rédaction au complet est mise au silence, la revue gênante est contrainte à ne plus paraître, les éditions sont dans l'impossibilité de continuer leurs publications.

C'est cela que l'Etat veut : avec l'alibi du terrorisme, éliminer l'opposition.

L'Etat-gorille. Le cas du cama-



Edizioni della Rivista "Anarchismo"

La vérité est qu'« Azione Rivoluzionaria » n'est présente que dans l'esprit fantaisiste des enquêteurs, à tel point que (depuis 77-78, année où AR a revendiqué quelques actions qui l'ont conduite à sa perte), ces deux dernières années, elle ne s'est

rade Fuga

Durant les mouvements de 77 en Italie, on a parlé de « germination » ; ce terme était employé pour faire sentir le climat de militarisation existant sur le territoire et les ressemblances avec la répression en Allemagne.

anarchismo

pas manifestée. Pendant qu'en prison de soi-disant adhérents refusent de se définir ou de se considérer comme tels. Mais de tout ceci, l'Etat s'en moque, il lui suffit d'utiliser un sigle mort pour avoir la possibilité d'emprisonner tous ceux qui portent en avant une action de contre-information sur la situation pénitentiaire extrêmement désagréable pour le pouvoir. C'est pour

Dans les faits, aujourd'hui, cette définition n'est pas exacte, dans ce sens que le gouvernement italien a additionné à la « germination » la pratique « sud-américaine » d'extermination du mouvement de classe.

En Amérique du Sud, les révolutionnaires ont perdu parce que les différentes dictatures ont touché les parents, les amis, les amis des amis des révolution-

naires. Un procédé identique a été mis en place en Italie : avec l'alibi de la « lutte contre le terrorisme », sont arrêtés les « amis des amis des prétendus terroristes ». Le dernier cas a été l'arrestation du camarade anarchiste Gabriele Fuga, avocat, défenseur de nombreux camarades anarchistes et autres. Arnaldi, avocat, suicidé lors de son arrestation. Spazzali et Ventre, autres avocats, sous l'accusation de « complicité » ou dans certains cas comme « terroristes » eux-mêmes.

L'Etat a voulu toucher le peu d'avocats qui s'intéressent aux révolutionnaires emprisonnés, à leurs conditions de détention et à la contre-information (Fuga entre autres, a été promoteur de la *Crocenera Anarchica*, un organisme libertaire de contre-information). L'arrestation de Fuga, toujours emprisonné sans motifs précis, seulement sur les bases d'un témoignage d'un provocateur, si elle n'a pas encore suscité une ferme réaction, a néanmoins fait remarquer un comportement significatif. Les journaux surtout ont repris, contrairement à leur habitude, l'information que rien de précis n'a été attribué à Fuga. Le silence de la presse en général sur les arrestations des anarchistes démontre sous certains aspects le peu de crédibilité des accusations.

Il est à signaler une longue lettre, publiée dans le quotidien *La Repubblica* (du 16 mai 1980), signée par 70 avocats de Milan, de protestation contre l'arbitraire arrestation de Fuga et Spazzali. Cette lettre dit entre autre : «... Les modalités de l'arrestation sont caractérisées par l'intolérable arbitraire... » et plus loin «... les accusations générales portées contre Arnaldi, Spazzali et Fuga ne sont que le prétexte pour mettre hors jeu des défenseurs de confiance... ».

Sur le terrain de la contre-information et de la lutte pour la liberté de tous les camarades détenus, le mouvement anarchiste italien, s'emploie aujourd'hui à combattre le but répressif de l'Etat.

Dans le dernier congrès de la FAI (du 2 au 4 mai 1980 à Milan) les camarades ont senti la nécessité de recréer les Comités de Défense territoriale » avec comme objectif, liberté pour la camarade Fuga, liberté pour les camarades de la revue *Anarchismo*, liberté pour tous les détenus.

FRANCO
(correspondant de Milan)

hollande

RASSEMBLEMENT LIBERTAIRE — A Appelscha, les 24, 25 et 26 mai a eu lieu un grand rassemblement libertaire où devaient être traités différents points : le 24 : Ontsinir et l'antimilitarisme,

- le 25 : organisation des travailleurs et autogestion,

- le 26 : réunion des groupes anarchistes dans le cadre de l'association formée le 8 décembre 1979, avec débat sur les structures de la commission des relations.

Notons au passage qu'au débat sur l'autogestion et l'organisation des travailleurs assistèrent un membre des OVB, syndicat révolutionnaire, un adhérent de l'opposition interne du syndicat bureaucrate FNV et un participant de l'association productive de Gaipolis.

A l'ordre du jour était aussi prévue une discussion sur la formation d'un comité de soutien aux 400 blessés et 50 arrestations, conséquence des événements du 30 avril sur le Vondelshaat.

Le tout se passant dans un grand camping, le joie et la fête furent présentes, avec représentations théâtrales pour les jeunes, discussions et repas animés pour les grands.

Les conclusions que l'on peut tirer au sujet de ces deux journées sont notamment que les groupes anarchistes confirment leur association du 8 décembre 1979 pour la formation d'un comité de relations, avec un secrétariat à Amsterdam, des réunions mensuelles, ou bi-mensuelles selon l'utilité.

Ce secrétariat a déjà pour rôle de s'occuper du comité de soutien aux emprisonnés et blessés du 30 avril, comité formé lors de ces journées de rassemblement comme le prévoyait l'ordre du jour, et dont l'utilité ne devrait tarder puisque déjà depuis le 21 mai, ont commencé les procès.

italie

MILAN — Les 14 et 15 juin se tiendra à Milan (255 viale Monza) la deuxième rencontre des groupes éditeurs de revues anarchistes. Participeront entre autres à cette réunion la *Rivista Anarchica* de Milan.

REGGIO EMILIA — Les camarades de Reggio Emilia, qui publient le journal *Assemblee Generale*, mensuel des travailleurs anarcho-syndicalistes et libertaires de Reggio Emilia, nous informent qu'ils organisent des journées libertaires du 11 au 16 juin 1980. Sont prévus pour ces journées : forums, débats, montages audio-visuels, films, expositions, spectacles.

Aut
par
d'A

MAINMISE, o
composé de D
chant, Claude
à la basse. A
excellent blues
textes en franc
ling qui vous
MAYA, groupe
s'est composé
ne d'âge est d
au chant. Gille
Yahia à la basse
Leur histoire co
eut aussitôt un
veau musical
en commun le
et sensibilités,
blèmes qui leu
ont débuté en
région parisien
nent des concer
ceux qu'ils jou
premier concer
Seine et, depu
dans un grand
périphérie de l'e
ils ont joué de
sonnes). Enreg
veulent le prod
mêmes ou par
cui parallèle. «
bouffer. Nous v
à la fin de nos
me dans le mét
solution ! ».

BEEN'S, est un
bre 1979, original
Après plusieurs
tes formations,
groupe se sont r
leur voie dans un
pre. Une musiq
hard-rock et la
est composé de
cal à la guitare
de Tatave à la ba
posés par Jim,
rents. En tout c
seulement une m
façon de penser
son public insens
Fin 78, le quator
TERNES : deux
12 cordes, un ba
ments sont prati
sique et sèche, e
la contrebasse,
bi-valves), les p
est la plus coura
part ça, leur mus
quée et elle mé
écoutée attentivem
fois. Notons égal
ciens aiment parle
gagent les contac

M. BAKOU
Fédéralisme,
F. HOLTZ-E
Déjourns la
P. SAMUEL
Le nucléaire
J. GUILLA
L'Internation
(Documents)

Les ave

Ben



Ce à quoi le lar
m'avait pas éch
empêcher ce jou
furent engagées
d'abord une ame

Autopsie de quelques musiciens participant à la fête anarchiste d'Amiens des 14 et 15 juin 80

MAINMISE, ce joyeux trio parisien est composé de Daniel à la guitare et au chant, Claude à la batterie et Jean-Marc à la basse. A eux trois, ils jouent un excellent blues-rock accompagnant des textes en français. En tout cas, un feeling qui vous fera claquer des doigts. **MAYA**, groupe de hard-rock très agressif est composé de Chellois dont la moyenne d'âge est de 23 ans : Jean-Jacques au chant, Gilles et Lionel à la guitare, Yahia à la basse et Amar à la batterie. Leur histoire commence en 1975 et il y eut aussitôt une compréhension au niveau musical qui les décida à mettre en commun leurs inspirations, goûts et sensibilités, et ceci malgré les problèmes qui leur barraient la route. Ils ont débuté en faisant des bals dans la région parisienne, et depuis 1976 ils donnent des concerts et composent les morceaux qu'ils jouent sur scène. Leur tout premier concert a eu lieu à Neuilly-sur-Seine et, depuis, ils se sont produits dans un grand nombre de villes de la périphérie de l'est parisien (à Montreuil, ils ont joué devant plus de 1000 personnes). Enregistrer un simple, mais ils veulent le produire et le vendre eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'un circuit parallèle. « On ne veut pas se faire bouffer. Nous vendrons notre 45 tours à la fin de nos concerts, partout, même dans le métro. Il y a toujours une solution ! ».

BEENS, est un groupe formé en novembre 1979, originaire de Coucy-le-Château. Après plusieurs tentatives dans différentes formations, les quatre membres du groupe se sont rencontrés et ont trouvé leur voie dans un style qui leur est propre. Une musique se situant entre le hard-rock et le new wave. Ce groupe est composé de Jim au chant, de Pascal à la guitare, de Rach à la basse et de Tatave à la batterie. Les textes, composés par Jim, ne laissent pas indifférents. En tout cas, **BEENS** n'est pas seulement une musique, mais aussi une façon de penser qui n'a jamais laissé son public insensible. Fin 78, le quatuor **JACQUES AUX LANTERNES** : deux bassistes, un guitariste, un batteur. D'autres instruments sont pratiqués : la guitare classique et sèche, le piano, la clarinette, la contrebasse, le cor, le tuyau (stéréo-bi-valves), les p'tits machins. La voix est la plus couramment improvisée. A part ça, leur musique n'est pas compliquée et elle mérite cependant d'être écoutée attentivement, peut-être plusieurs fois. Notons également que ces musiciens aiment parler avec le public et engagent les contacts de manières diverses

(cuisine sur scène, offrande de gomme à mâcher, etc.). **JACQUES AUX LANTERNES**, c'est aussi une tenue correcte exigée, cadillac liquide, esquimotte, Tony Ripolin et ses peintres... Dimanche, la journée sera plus calme. **ERIC MAGNAN** est un chanteur beauvaisien. Dès l'âge de 11 ans, il compose et à 16 ans, il découvre la guitare. Mais les sons ont pour lui moins d'importance que les mots. Si Eric veut sortir des sentiers battus, il ne veut toutefois pas passer pour un marginal. Actuellement, il chante principalement des auteurs méconnus du grand public (Patrick Font, Philippe Val et Michel Buhler). Mais il s'impose aussi avec des réalisations personnelles. Laissons-le parler : « C'est pas facile de parler de soi, non pas que ce soit gênant, car je pense que personne ne fait jamais autre chose que de parler de soi, sous des formes diverses ou camouflées. Mais qui dire ? Or, si on trouve que je ne me sens pas différent des autres. Non pas que je dise que tous les gens sont semblables, mais plutôt que ce qu'ils ont à dire sur eux-mêmes, a le même degré d'intérêt. Ce qui compte, à mon avis, c'est ce qu'il est convenu d'appeler une « œuvre ». Les mots d'une chanson sont vrais si révélateurs, dans ce qu'ils ont de vrai ou de faux, de réel ou d'imaginé, que toute la prose qu'on pourra pondre sur la vie. La véritable biographie, c'est celle qui tient compte de la vie consciente et organisée, mais aussi et surtout de l'inconsciente, de celle qui nous échappe. C'est celle-ci qui nous gouverne. Voilà l'essentiel de ce que j'ai à dire et puis aussi j'aime bien chanter devant les gens, et que les gens aiment ça ». **FRANÇOIS WEILL** est un auteur-compositeur. Il s'accompagne à l'harmonica et à la guitare. Critique de notre société, de notre mode de vie et de notre actualité, sur un ton souvent ironique, parfois grinçant, parfois plus tendre, mais toujours direct et accessible, voilà ce qui semble le caractériser. **PIERRE CHOURAKI** jouit d'une très bonne réputation à Paris où il hante les cabarets. Depuis 24 ans, il n'a cessé de rouler sa bosse entre l'Algérie où il est né, la France et le Maroc. Il a touché à toutes les formes d'expression artistique : la peinture, la chanson et la poésie. Il a également fait de nombreuses expositions de tableaux et écrit deux recueils de poésie. Chanteur, il se reconnaît en Dylan : « il me touche si profondément que je ressents le besoin de faire partager à d'autres de semblables émotions », dit-il.

Groupe anarchiste d'AMIENS (F.A.)

M. BAKOUNINE Fédéralisme, socialisme et antithéologisme	23 F
F. HOLTZ-BONNEAU Déjouons la publicité	60 F
P. SAMUEL Le nucléaire en questions	27 F
J. GUILLAUME L'Internationale (Documents et souvenirs - 1864-1872) Vol. 1	115 F

Le billet de J.P. Sèvres

Alençon, tu connais ? Alençon : une ville, y'en a plein sur la carte, sur les cartes d'ici, de nulle part, qui sait ?

Pour ma part, ça ne fait pas partie de mon périple que depuis un rade, un super rade avec de quoi boire, des gens vivants, pas besoin de les pincer pour voir qu'ils sont vivants. Des cassettes (hélas pas pirates), une ambiance que les bistrotis parisiens ont perdu en devenant snack-bars ou cafés rétros pour touristes naïfs (on est tous naïfs ou pas touristes, c'est à prendre ou à gerber). Paris c'est foutu pour le coin sympa ; y'en a encore mais ils sont rares, secrets ou agonisants sous le néon, la modernité aiguë et le tiroir-caisse ménopausé.

Alençon, on m'avait dit : c'est une ville propre. Et quand certains disent propre à l'extérieur ils veulent dire propre à l'intérieur, genre Châlons-sur-Marne et compagnie. Alençon c'est pas spécialement propre ou sale, c'est chouette, y'a de la verdure autour et par-ci et par-là ; à l'intérieur quelques cafés (ceux qui s'iraient), tenus par des gens au sourire assez sincère. Il y a quelques babas-cools, des auto-stopeurs de passage, sac à dos et cheveux dans le vent, des intellectuels, des bourgeois, des bourgeois intellectuels, des travailleur, des chômeurs, des jeunes, des vieux, des ivrognes, des notables, enfin tout ce qui fait ou défait une ville. Et y'a même des artistes.

Parmi eux, ceux du Neptune : mon copain Geslain et tous ses amis. Ça, c'est pour l'initiative la plus libératrice de l'expression chantée, mimée ou gueulée. En trois mois, Alençon a déjà eu en liberté Eric Vincent, Djama, Jean-Pierre Girard, Péroni et Roustan, Florent, Abadi, Gimey, Sèvres et bientôt on attend Grimm et beaucoup d'autres. La salle fait quarante places et je me suis laissé dire qu'en quatre soirs on constate une plus grande fréquentation qu'à un spectacle rigoureusement orchestré et laissé à sa « vedette » confirmée par le télé-consummeur.

Parmi les clients, un peintre. Le Goya d'Alençon, dirait un étiqueteur professionnel. **ROCHER**, la bête, anar, céli-bataire, rugueux. Un bonhomme qui ne marche pas ses sentiments et si vous voyez ce que je veux dire, un type qui vous entraîne à trois heures du matin pour réveiller d'honnêtes citoyens chez qui sont exposées certaines toiles de son cru, des toiles redoutables pour la vision humaine, surtout pour le visage des notables, des juges, des ecclésiastiques. Horreur, il révèle sur les visages ce que l'apparence, le long apprentissage des attitudes n'a pas su lui dissimuler. Alors c'est monstrueux, grandiose. Les visages et les corps sont drapés de leur âme, comme dit un critique liturgique. C'est Grand, ce n'est pas consacré par les vrais Petits, ceux qui prennent une place folle pour étaler leur nullité ; c'est là, ça s'expose parfois près des waters, c'est condamné à être célébré comme Van Gogh quand l'auteur sera moins vivant que ses organes, c'est merveilleux et inquiétant.

Comme on ne parle que de ce que l'on connaît, je suppose qu'il y a d'autres choses intéressantes dans cette ville

Les spectacles vus et à voir...

- A la Cour des Miracles (23 ave du Maine, 75 011 Paris, M° Montparnasse, 548-85-60, relâche dimanche), depuis le 3 juin et jusqu'à fin septembre, à 21 H 30 : **la Mationnette**.

Une expérience heureuse de deux comédiens (Jacques Nolot et Laurent Perroud) qui, à partir d'une idée de J. Nolot ont, au cours d'improvisations sur divers thèmes et s'appuyant sur les enregistrements alors effectués, élaboré, créé leur texte.

La Mationnette, c'est cette femme « qu'en était pas à son premier... », et qu'a épousé Pruez, le coiffeur d'un village avoisinant Tarbes. Le frère de celui-ci, Jacky - alias Jean-Claude Verrière, débarque, de passage pour 24 heures et au bout de dix années de silence. S'ensuit une confrontation entre le coiffeur installé, représentant la « France profonde », et son frère parisien, comédien (qu'« on ne voit jamais à la télé... »).

L'idée est excellente, et on reprocherait seulement à l'auteur d'avoir manqué d'audace pour prendre parti : il n'a pas choisi, semble-t-il, son camp et c'est un peu un match de ping-pong sans fin (je n'ai pas dit interminable) qui se dispute devant le spectateur tout l'attention est soutenue - et bien - par un jeu de qualité. Avec beaucoup de vivacité, Nolot a fait aboutir son travail sur l'accord de Pruez ; quant à Perroud, il assure tout à fait sa crédibilité dans son rôle de riche mal à son aise.

On retrouvera chez Pruez une caricature (?) du beau, et l'on pourra souvent confondre le ton de ses répliques avec celles du coq qui s'égosille dans la cour, derrière le salon... Ceci quant à l'esprit.

Sans vous révéler la fin de cette pièce, il s'agit là d'un vrai drame de l'incommunicabilité, un univers comme toute familiarité, mis en scène en toute simplicité - et c'est un compliment - par Philippe du Janerand.

Rappel : c'est aussi à la Cour des Miracles que l'illustre chanteur de blues francophone Bill Deraime prolonge son spectacle (à voir absolument pour les amateurs du genre), jusqu'au samedi 5 juillet inclus, à 20 H 30.

LA ENCORE - POUR LES SPECTACLES CHRONIQUES PAR LE M.L. REDUCTION (25 F pour la Mationnette et Deraime) EST ACCORDEE AUX PORTES DU MONDE LIBERTAIRE.

- Au café d'Edgar et au théâtre du même nom, respectivement, toujours et pour leur huitième mois : Péroni-Roustan dans **Couple-moi l'ouffle** (titre ô combien prédestiné...) à 23 H 15 ; le duo Riou-Fouchain (mime et pantomime de grande, grande classe, vraiment !!), à 22 H au 88 bd Edgar Quinet 75 014 Paris.

PRIX REDUIT AUSI POUR CEUX QUI BRANDISSENT UN MONDE LIBERTAIRE A LA CAISSE !
Gérard CARAMARO

déjà riche de ses deux monuments actuels, qu'on tiens et en pleine évolution. (Je sais, les monuments n'évoluent que quand on leur passe la bite au cirage...). En tout cas, avec la chaleur particulière de son fondateur et les délires de **ROCHER**, Alençon est une ville qui vaut le détour !

Histoires de claustration

La Compagnie Miramont qui avait récemment joué **Les Justes** d'Albert Camus, a choisi de monter deux pièces : **Haute Surveillance** de Jean Genet et **Huis-Clos** de Jean-Paul Sartre.

Deux pièces écrites à la même période (1944 et 1947), et traitant toutes deux du même thème : l'enfermement.

Haute Surveillance nous montre trois prisonniers dans une cellule. L'un d'eux, prénommé « Yeux-Verts », fait l'objet de l'admiration de ses camarades pour avoir tué une femme. Bien que « Yeux-Verts » se défende d'être un caïd, il est obligé de jouer ce rôle, pour ne pas être déchoir. Il ne s'agit pas ici d'un plaidoyer contre les prisons. Cette pièce donna plutôt l'occasion à Jean Genet qui y avait passé de nombreuses années, de libérer en quelque sorte les rancœurs accumulées envers ses co-détenus, et de déployer phantasmes et rêveries. En effet, on n'arrive pas à croire à l'ascendant de « Yeux-Verts » sur les autres. C'est un personnage un peu irréel, un homme portant le sceau du malheur qui lui colle à la peau, et qui essaie tant bien que mal de s'en arranger.

Huis-Clos est également le lieu d'un affrontement entre trois personnages principaux, condamnés à être enfermés éternellement ensemble.

L'enfer est ici décrit comme un endroit à la Kafka, bureaucratique à l'extrême, avec une direction et des gardiens. Point de torture physique ici, mais les tensions et les affrontements verbaux constituent une torture morale autrement efficace. Liés entre eux par le désir et la haine, ils préfèrent rester ensemble alors que l'occasion de s'échapper s'offre à eux.

Ainsi, ces deux pièces présentent beaucoup de similitudes, mettant en scène chacune trois acteurs principaux, enfermés et condamnés à subir chacun le jugement des autres. On peut dire que le lieu n'a pas d'importance : prison et enfer sont simplement des symboles, des endroits où peuvent se produire des situations limites, des paroxysmes.

Les propos des écrivains n'est donc pas tant ici la dénonciation sociale que la réflexion philosophique. Cet enfer vécu par les personnages est le reflet de la condition humaine en général : obligé de choisir sa vie, de s'engager de toute manière, l'homme est tenu de s'en justifier devant ses semblables et ne peut se passer de leur jugement.

La mise en scène des deux pièces illustre bien ce parti pris philosophique : le décor est nu, un lit pour **Haute Surveillance**, des fils d'acier délimitant l'espace pour **Huis-Clos** et des fauteuils en plexiglas.

La force d'impact réside donc uniquement sur le jeu des acteurs qui nous transmettent du fond de leur cage les difficultés d'être.

COLETTE

Théâtre Daniel Sorano à 20 h 30. Dimanche à 18 h. (MJC) 16 rue Charles Pathé. Métro et bus : Château de Vincennes. Tél. 374-73-74. Jusqu'au mardi 30 juin 80. Relâche mardi et samedi (et le vendredi 13, le dimanche 15 juin). La Compagnie Miramont jouera du 11 juillet au 10 août à Avignon (salle de la Reine Jeanne).

Les aventures épatantes et véridiques de

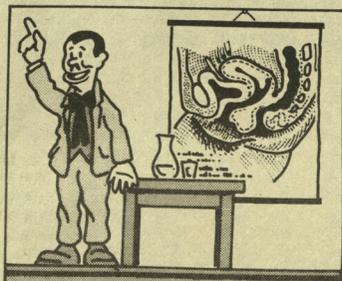
Benoît Broutchoux



Ce à quoi le lardu-en-chef répondit : « L'Article ne m'avait pas échappé. Je suis absolument résolu à empêcher ce journal de continuer ». Des poursuites furent engagées contre « l'Action ». On lui cloqua d'abord une amende pour « article pornographique ».

Polop. Cette peine jugée insuffisante, le Préfet interviendra à nouveau. Finalement, Broutchoux écopa de vingt jours de ballon pour « outrage aux bonnes mœurs ». Peut-être Benoît mit-il à profit ces vacances, obligamment octroyées par la maison enjuponnés, pandores et compagnie, pour décorer de graffitis cochons les murs de sa cellule.

par Phil et Callens



Toujours est-il qu'il s'empressa de récidiver à peine sorti du trou : pour ne pas perdre une bonne occasion de se fendre la poire, il organisa aussitôt une tournée de conférences sur le thème : « VOUS DEVEZ JOUIR DE LA VIE ET NON EN SOUFFRIR - Entrée OF 20 - Gratuite pour les femmes. Le Préfet et le procureur sont spécialement invités ! ».

Bande dessinée tirée de Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux par Phil et Callens
Ed. Le dernier Terrain Vague

En cours de réapprovisionnement

Le dernier livre de S. Livrozet
Jeva de Nazareth

En vente à **Publico : 42 F**

Guerre économique, effritement des blocs « traditionnels » et tendance croissante à l'apparition de « nouveaux » blocs impérialistes

- 19 mai 1980 : sommet Brejnev-Giscard à Varsovie,
- 27 mai 1980 : sommet Hua Guofeng-Ohira à Tokyo,
- 30 juin 1980 : sommet Brejnev-Schmidt à Moscou.

Ces trois rencontres d'intérêt planétaire marquent de façon fondamentale la période historique actuelle. Elles sont avec toutes les conséquences logiques qu'elles impliquent à moyen et long terme, le commencement certain d'une EPOQUE CRUCIALE dans le processus de guerre économique généralisée qui ronge le capitalisme mondial depuis la fin de la période de reconstruction (début des années 70).

Aujourd'hui, les blocs issus du partage capitaliste de Yalta et qui s'étaient, économiquement et militairement, formés autour de l'URSS et des USA connaissent un effritement permanent et durable. La crise s'intensifie chaque jour davantage au niveau de la tendance progressive et inévitable à la saturation des marchés (cf M.L. N° 395 et 360), la concurrence habituelle entre capitalistes s'est peu à peu transformée en une lutte économique totale. Dès lors, les deux blocs traditionnels ont irrémédiablement subi une érosion constante et l'on peut aujourd'hui dire de façon certaine que l'on assiste à une REDISTRIBUTION GENERALE des cartes au niveau du jeu capitaliste international dont la règle effective est désormais : « la crise pour tous, chacun pour soi... ».

Le coup de gueule insistant du capital américain à l'encontre du capital russe, depuis l'affaire afghane, n'a un réel sens que si l'on y voit une tentative désespérée de l'impérialisme US de maintenir sa domination de plus en plus menacée par l'émergence économique (sinon militaire) des bourgeoisies européennes (surtout celle de RFA) et japonaises ; il ne s'agit pas ici d'autre chose que de la survie du « bloc occidental » et de l'hégémonie du capital américain au sein de ce dernier, aujourd'hui en totale décomposition.

La seule hantise concrète de Washington c'est l'apparition présente, plus que probable, de nouveaux espaces militaro-politiques structurés à partir de la puissance économique du capital japonais et ouest-allemand. Et c'est bel et bien parce que ces puissances, conscientes de plus en plus de cette réalité, essayent de plus en plus d'utiliser l'URSS (qu'elles pénètrent économiquement de façon grandissante) pour s'émanciper de la tutelle du capitalisme US, que ce dernier frappe du poing sur la table diplomatique pour que bourgeoisies européennes et japonaises demeurent dans l'orbite militaire et politique qu'il a patiemment édifiée depuis la dernière guerre mondiale.

Le chantage à une troisième guerre mondiale où devraient s'affronter à court terme l'URSS et les USA sert d'abord et avant tout la classe capitaliste américaine qui essaye par ce biais de reconstruire l'« unité occidentale » autour d'elle. Unité que dorénavant les économies capitalistes de pointe (RFA, Japon, France...) ont de plus en plus intérêt à laisser tomber, devant l'orchestration de la hausse des coûts pétroliers qu'organise périodiquement l'impérialisme US pour briser l'équilibre de leurs balances commerciales. (Le Koweït vient d'ailleurs encore une fois de protester contre les stockages « démesurés » qu'effectuaient à l'heure actuelle les compagnies US et qui « allaient sans nul doute provoquer une inflation de la demande »).

C'est pourquoi les capitalistes ouest-

allemand, japonais et français sont avant tout soucieux de sauvegarder la détente économique-diplomatique, Paris et Bonn ayant définitivement décidé d'augmenter au maximum leur commerce avec les pays du capitalisme d'Etat.

Tout cela révèle une fois de plus la profondeur du conflit économique-politique qui oppose les bourgeoisies européennes et japonaises au capital américain. L'affrontement actuel surgit désormais au GRAND JOUR ; durant les crises afghane et iranienne, le capital européen et le capital japonais refusèrent ouvertement de suivre l'impérialisme US en récusant tout autant le boycott de l'Iran que celui de l'URSS, bien au contraire, ils en profitèrent largement pour pénétrer davantage les marchés soviétique et iranien.

Les ventes de technologie au capitalisme russe

(source : US News and World Report, mars 80)

Capital ouest-allemand : 684 millions de dollars ;

capital japonais : 339 millions de dollars ;

capital français : 229 millions de dollars ;

capital italien : 224 millions de dollars ;

capital US : 183 millions de dollars ;

Les capitalistes allemand, français et japonais savent pertinemment que maintenant leur ennemi n° 1 n'est pas l'URSS, mais, de façon de plus en plus nette, les USA. Ainsi, Schmidt déclarait récemment (cf. *The Economist* du 6 octobre) : « Fondamentalement, l'URSS n'a pas pour but la guerre en Europe, elle ne vise pas à des mouvements offensifs en Europe mais simplement au maintien d'une situation stable et sûre... ». Le même point de vue était dernièrement défendu par Poncet qui déclarait à l'Assemblée nationale que les critiques au sujet du sommet de Varsovie « témoignaient d'une méconnaissance profonde des principes de l'action diplomatique de la France, des objectifs qu'elle poursuit et des réalités de la scène internationale ». Quant à la Pravda, au même instant elle annonçait que la rencontre Brejnev-Giscard avait « approfondi la détente et la coopération mutuellement avantageuses » (c'est tout dire !)

Dans le numéro de fin janvier de cette année de la revue *In these Times*, l'amiral Sanguinetti rappelle un point fondamental de son expérience personnelle : « Quand je servais dans l'OTAN, des officiers américains m'avaient tenu un raisonnement qui m'avait frappé. Ils m'ont dit amicalement : « tu vois, je pense qu'un jour nous serons obligés, nous Américains, d'envisager la destruction de l'Europe, parce que vous êtes de très loin notre principal concurrent économique ». Le même type de raisonnement peut d'ailleurs être logiquement tenu en ce qui concerne le Japon puisque pour la plupart des marchés internationaux, ce sont la France, la RFA, et précisément le Japon qui décrochent la plupart des contrats-clés. Il est bon à ce sujet de lire l'article de Paul Chamsol dans *le Monde diplomatique* de juin (les contradictions au sein de l'alliance atlantique) qui, malgré le fait qu'il reste encore largement soumis aux schémas de l'idéologie dominante, entretient cependant avec clarté les oppositions structurelles entre la RFA et les USA. Le tableau ci-dessous est d'ailleurs extrait de ce même numéro de juin de *Monde diplomatique*.

Devant l'intensification persistante de la crise économique et de la sur-concurrence mondiale qui s'ensuit, l'impératif primordial de chaque capitalisme et en premier lieu de la RFA, de la France et du Japon, c'est, au travers de la crise éco-

Tableau 2. — PARTAGE DES MARCHÉS D'EXPORTATION EN 1978 (1)

La faiblesse des positions soviétiques

Destinations	URSS	URSS	RFA	France	Japon	U.R.S.S.
	En %	En %				
Pays industrialisés	21,2 %	17,7 %	38,9 %	16 %	12,7 %	1,5 %
URSS	21,9 %	15 %	25 %	18,9 %	21,3 %	8,3 %
Asie (excl. Japon)	28 %	22 %	17,9 %	5,8 %	24,4 %	0,1 %
Amérique latine	11 %	21,7 %	27,3 %	13,8 %	6,8 %	11,6 %
Autres pays d'Europe	11 %	1,7 %	1,4 %	7 %	37 %	0,3 %
Amérique	56,8 %	5,5 %	11,4 %	7 %	37 %	0,3 %
Asie	32,9 %	17 %	13,9 %	12,9 %	16,3 %	3,2 %
Autres pays d'Asie	29,1 %	8,5 %	8,5 %	4,5 %	9,7 %	0,8 %
Amérique	13,7 %	16,6 %	16,4 %	43,3 %	8,7 %	1,3 %
Pays de l'Est et Chine	17,9 %	8,3 %	34 %	11,3 %	37,3 %	

(1) Seules ont été prises en compte, pour le calcul des pourcentages, les exportations provenant des dix pays suivants : (1) États-Unis, Canada, Japon, C.E.E., (2) Australie, Danemark, Suède, Norvège et Suède (3) Royaume-Uni, Yougoslavie et la Roumanie, ce qui explique le pourcentage élevé (11,6 %) des pourcentages britanniques en ce qui concerne l'Asie et l'Amérique.

(Source : F.M.I.)

nomique qui les oppose à un premier niveau aux USA et éventuellement à d'autres capitalistes moins développés (Italie, Royaume-Uni...), et à un second degré qui les oppose entre eux, ARRACHER les derniers marchés extérieurs encore SOLVABLES.

Si cette volonté inéluctable d'EXPORTER A TOUT PRIX vise les marchés du Proche-Orient, elle vise aussi fondamentalement, dans la phase capitaliste actuelle, les pays capitalistes d'Etat (Chine, Russie et multiples satellites).

Du fait du rétrécissement galopant des marchés d'Europe occidentale et d'Amérique, les économies japonaise, française et allemande, dont la survie dépend essentiellement de l'exportation, sont de plus en plus dans la NECESSITE impérieuse de trouver des débouchés à l'EST. Ainsi, les trois sommets « historiques » (Brejnev-Giscard, Hua Guofeng-Ohira et Brejnev-Schmidt), qui vont mettre en relief la période mai-juin 80, les deux premiers déjà passés, le troisième à venir, marquent-ils une étape considérable dans la dynamique EXPORTATRICE OFFENSIVE qui caractérise les capitalistes européens et japonais dans leur tentative de réaliser de la plus-value coûte que coûte ! Quand on sait que le capital français occupe la seconde place dans les échanges est-ouest et que 22% des crédits publics émanant d'occident et qui sont alloués au COMECON sont français, quand on ajoute que près de 10% des exportations du capitalisme occidental à destination du capitalisme d'Etat russe sont français, l'on peut aisément comprendre toute l'importance du sommet de Varsovie.

Paris et Bonn ont misé économiquement sur la nécessité, pour eux vitale, de sauvegarder vaillamment la détente contre les volontés impérialistes de Washington à leur égard ; priorité donc aux accords commerciaux ! Giscard n'a strictement rien à foutre de ce qui advient aux Afghans, et à moins d'être « ignorant » ou de « mauvaise foi », il est clair que le voyage à Varsovie n'avait pas d'autre but que de sceller encore davantage le rapprochement économique entre les classes capitalistes françaises et russes, rendu de plus en plus inévitable dans la phase de guerre économique contemporaine. Même si, pour le moment, les informations sur les résultats économiques immédiats n'ont pas beaucoup filtrées (dissimulation diplomatique vis-à-vis de Washington dans un premier temps, oblige !), il est bon de préciser certains points, sur ce sujet, fort prometteurs.

Quand Poniatowski est parti à Varsovie pour préparer le voyage de Giscard, il y est allé à bord d'un avion de la compagnie Uni-Air dont Doumeng, PDG d'Intergra (qui organise une part fort appréciée du commerce est-ouest) est l'un des princi-

aux actionnaires.

Premiers événements annonciateurs ; signalons qu'après la visite de Giscard, au cours de laquelle il a bien sûr rencontré Gierek, Deniau, ministre du commerce extérieur, vient de ramener un accord économique qui prévoit une coopération de cinq années entre le capital français et le capital polonais. Désormais, une coopération durable entre les deux bourgeoisies est officialisée dans des domaines touchant tout aussi bien l'extraction minière, la métallurgie, la sidérurgie, les industries chimiques que les télécoms ou la recherche agro-alimentaire. D'autre part, Paris et Varsovie ont pris la décision d'augmenter de 600 millions chaque année le crédit que le capital français attribue habituellement au capital polonais.

Une semaine après, la rencontre Hua Guofeng-Ohira avait lieu à Tokyo, rencontre qui, selon le communiqué commun publié, « jetait le fondement d'une relation de coopération et d'amitié pour le XXI^e siècle... ». Effectivement, la coopération économique entre les capitalistes chinois et japonais s'offre elle aussi d'être prometteuse. L'année dernière, la bourgeoisie nipponne a vendu à Pékin pour 3,7 milliards de dollars ; essentiellement des machines (+ 22% par rapport à 78) et elle lui a acheté pour 2,9 milliards de dollars ; surtout des textiles (+ 45% par rapport à 78).

Depuis deux ans, Tokyo et Pékin ont signé un accord commercial de 8 ans, pour un montant de 10 milliards de dollars ; l'année dernière, ce dernier a été prolongé de deux ans et il a été ainsi porté à 30 milliards. Désormais, un énorme bloc économique-politique se met en place dans cette zone du globe, tant aux dépens de l'URSS que des USA : le capital chinois, source de matières premières (pétrole, charbon...) et de main-d'œuvre « très » compétitive. Le capital japonais, lui, source de technologies, d'usines clés en main et de matériels d'équipement.

L'endettement de la Chine vis-à-vis de la banque Export-Import du Japon est généralisé ; en 79, Tokyo a offert un prêt de 1,68 milliard de dollars auquel sont venus s'ajouter ensuite 8 milliards supplémentaires. Il y a quinze jours, la classe capitaliste japonaise, consciente de l'enjeu politique, vient d'allouer quatre nouveaux prêts d'une somme globale de 553 millions de dollars pour effectuer un certain nombre de prospections touchant les champs pétroliers de la baie du Bohai et les mines de charbon du Shanxi. A titre indicatif, les réserves pétrolières chinoises dépassent la dizaine de milliards de tonnes et en 77 la Chine a vendu 8,4 millions de tonnes de pétrole brut dont 6,5 millions de tonnes au Japon... Les choses sont évidentes ; le capital japonais cherche avant tout à imposer sa puissance économique dans sa zone d'influence géographique, afin ensuite de déclencher en toute logique capitaliste un processus politico-militaire, qui lui donne les moyens concrets de former une puissance impérialiste EFFECTIVE.

De plus, précisons que la pénétration du marché soviétique par Tokyo est fort avancée elle aussi, puisque les échanges entre les deux capitalistes sont passés de 326 millions de roubles en 58 à 2300 millions en 77.

Enfin, troisième temps fort, le prochain sommet germano-soviétique qui se déroulera à la fin juin et qui, comme cela apparaît de façon précise sur nos deux tableaux,

suite p. 4